

COMPTES CONSOLIDES DU GROUPE REMY COINTREAU AU 31 MARS 2022

Compte de résultat consolidé

En M€	Notes	2022	2021
Chiffre d'affaires	15	1 312,9	1 010,2
Coût des produits vendus		(411,8)	(330,1)
Marge brute		901,1	680,1
Frais commerciaux	16	(433,2)	(341,6)
Frais administratifs	16	(133,5)	(102,5)
Résultat opérationnel courant	15	334,4	236,1
Autres produits et charges opérationnels	18	(14,1)	(0,2)
Résultat opérationnel		320,3	235,9
Coût de l'endettement financier net		(10,4)	(12,0)
Autres produits et charges financiers		(2,8)	(2,6)
Résultat financier	19	(13,2)	(14,6)
Résultat avant impôts et avant quote-part dans le résultat des entreprises associées		307,1	221,2
Impôts sur les bénéfices	20	(95,6)	(77,6)
Quote-part dans le résultat des entreprises associées	5	0,8	0,6
Résultat net des activités poursuivies		212,3	144,3
Résultat net d'impôt des activités cédées ou en cours de cession		-	-
Résultat net de la période		212,3	144,3
Dont :			
part revenant aux participations ne donnant pas le contrôle		(0,2)	(0,3)
part attribuable aux propriétaires de la société mère		212,5	144,5
Résultat net par action des activités poursuivies (€)			
de base		4,21	2,88
dilué		4,11	2,75
Résultat net par action - part attribuable aux propriétaires de la société mère (€)			
de base		4,21	2,89
dilué		4,11	2,75
Nombre d'actions retenu pour le calcul			
de base	10.2	50 439 010	50 070 497
dilué	10.2	51 727 100	52 646 147

État consolidé du résultat global

<i>En M€</i>	2022	2021
Résultat net de la période	212,3	144,3
Variation de valeur des instruments de couverture	(8,8)	(0,4)
Écart actuariel sur engagements de retraite	2,3	0,7
Titres valorisés à la juste valeur par résultat global	(4,3)	9,0
Effet d'impôt associé	1,0	(0,1)
Variation des écarts de conversion	9,7	(0,2)
Résultat global enregistré en capitaux propres	(0,2)	9,1
TOTAL DU RESULTAT GLOBAL POUR LA PERIODE	212,1	153,4
Dont :		
part attribuable aux propriétaires de la société mère	211,8	153,7
part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	0,2	(0,3)

État consolidé de la situation financière

En M€	Notes	2022	2021
Écarts d'acquisition et autres immobilisations incorporelles	2	511,9	508,1
Droit d'utilisation IFRS 16	3	23,4	17,4
Immobilisations corporelles	4	368,9	336,6
Part dans les entreprises associées	5	1,7	1,7
Autres actifs financiers	6	36,1	26,6
Impôts différés	20	40,4	29,5
Actifs non courants		982,5	919,9
Stocks	7	1 615,5	1 492,5
Clients et autres créances d'exploitation	8	253,6	158,1
Créances d'impôt sur les résultats	20	6,9	4,9
Instruments financiers dérivés	14	3,8	4,7
Trésorerie et équivalents	9	116,3	201,0
Actifs courants		1 996,0	1 861,2
TOTAL DE L'ACTIF		2 978,6	2 781,1
Capital social		81,8	80,8
Prime d'émission		857,4	834,8
Actions auto-détenues		(58,7)	(25,1)
Réserves consolidées et résultat de la période		748,4	635,3
Écarts de conversion		31,8	22,6
Capitaux propres - part attribuable aux propriétaires de la société mère		1 660,7	1 548,4
Participations ne donnant pas le contrôle		1,0	0,8
Capitaux propres	10	1 661,8	1 549,2
Dette financière à long terme	11	363,9	423,8
Provisions pour avantages au personnel	23	26,4	29,1
Provisions pour risques et charges à long terme	12	3,3	2,1
Impôts différés	20	56,0	57,1
Passifs non courants		449,6	512,1
Dette financière à court terme et intérêts courus	11	105,7	91,5
Fournisseurs et autres dettes d'exploitation	13	683,3	586,1
Dettes d'impôt sur les résultats	20	46,6	27,4
Provisions pour risques et charges à court terme	12	17,9	7,7
Instruments financiers dérivés	14	13,7	7,1
Passifs courants		867,2	719,8
TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES		2 978,6	2 781,1

Variation des capitaux propres consolidés

En M€	Capital et primes	Actions autodétenues	Réserves et résultat consolidé	Écarts de conversion	Résultat enregistré en capitaux propres	Part attribuable aux :		Total capitaux propres
						propriétaires de la société mère	participations ne donnant pas le contrôle	
Au 31 mars 2020	875,4	(30,0)	559,3	22,7	(24,9)	1 402,5	0,9	1 403,4
Résultat net	-	-	144,5	-	-	144,5	(0,3)	144,3
Gains et pertes enregistrés en capitaux propres	-	-	-	(0,1)	9,2	9,1	(0,1)	9,1
Charge liée aux plans d'options et assimilés	-	-	2,1	-	-	2,1	-	2,1
Opérations sur actions auto-détenues	-	1,9	-	-	-	1,9	-	1,9
Dividendes	40,3	-	(49,9)	-	-	(9,6)	-	(9,6)
Reclassements	-	2,9	(2,9)	-	-	-	-	-
Autres mouvements	-	-	(2,2)	-	-	(2,2)	0,2	(2,0)
Au 31 mars 2021	915,6	(25,1)	651,0	22,6	(15,7)	1 548,4	0,8	1 549,2
Résultat net	-	-	212,5	-	-	212,5	(0,2)	212,3
Gains et pertes enregistrés en capitaux propres	-	-	-	9,2	(9,9)	(0,6)	0,4	(0,2)
Charge liée aux plans d'options et assimilés	-	-	7,5	-	-	7,5	-	7,5
Opérations sur actions auto-détenues	-	(171,8)	-	-	-	(171,8)	-	(171,8)
Réduction de capital	(130,4)	130,4	-	-	-	-	-	-
Dividendes	-	-	(93,7)	-	-	(93,7)	-	(93,7)
Augmentation de capital sur plan d'actionnariat salariés	3,1	-	-	-	-	3,1	-	3,1
Conversion OCEANE (note 11)	150,9	7,8	(4,0)	-	-	154,6	-	154,6
Autres mouvements	-	-	0,7	-	-	0,7	-	0,7
Au 31 mars 2022	939,3	(58,7)	774,0	31,8	(25,6)	1 660,7	1,0	1 661,8

Tableau des flux de trésorerie consolidée

<i>En M€</i>	<i>Notes</i>	2022	2021
Résultat opérationnel courant		334,4	236,1
Réintégration de la charge d'amortissement et de dépréciation des immobilisations		40,0	34,0
Réintégration de la charge sur paiement en actions		8,3	2,1
Dividendes reçus des entreprises associées	5	0,7	0,3
Résultat brut d'exploitation		383,4	272,5
Variation des stocks		(118,0)	(100,3)
Variation des créances clients		(38,5)	9,3
Variation des dettes fournisseurs		61,6	79,7
Variation des autres créances et dettes d'exploitation		(45,4)	(1,6)
Variation du besoin en fonds de roulement		(140,4)	(12,9)
Flux nets de trésorerie sur éléments opérationnels		243,1	259,6
Flux nets sur autres produits et charges opérationnels		(0,0)	(0,0)
Flux nets sur résultat financier		(8,7)	(10,0)
Flux nets sur impôts		(89,6)	(72,5)
Autres flux d'exploitation		(98,3)	(82,6)
Flux nets de trésorerie d'exploitation		144,8	177,0
Décaissements sur acquisitions d'immobilisations	2/4	(54,5)	(54,0)
Décaissements sur acquisitions de titres		-	(6,7)
Encaissements sur cessions d'immobilisations		0,2	1,4
Encaissements sur cessions de titres		-	71,3
Encaissements (décaissements) sur autres investissements		(11,5)	(3,5)
Flux nets de trésorerie sur investissements		(65,7)	8,4
Augmentation de capital		3,1	-
Actions auto-détenues	10	(171,8)	1,9
Augmentation de la dette financière		114,4	4,6
Remboursement de la dette financière		(27,1)	(250,2)
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		(93,7)	(9,6)
Flux nets de financement des activités poursuivies		(175,1)	(253,2)
Flux nets de financement		(175,1)	(253,2)
Écarts de conversion sur la trésorerie et équivalents		11,4	(0,6)
Variation de la trésorerie et équivalents		(84,7)	(68,4)
Trésorerie et équivalents à l'ouverture de l'exercice	9	201,0	269,4
Trésorerie et équivalents à la clôture de l'exercice	9	116,3	201,0

Notes aux états financiers consolidés

INTRODUCTION

Rémy Cointreau est une société anonyme à conseil d'administration soumise à la législation française et notamment aux dispositions du Code de commerce. L'action Remy Cointreau est cotée sur Euronext Paris.

Les états financiers consolidés présentés ci-après ont été arrêtés par le conseil d'administration du 1^{er} juin 2022. Ils seront soumis à l'approbation des actionnaires lors de l'assemblée générale du 21 juillet 2022.

NOTE 1 PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

L'exercice de référence de Remy Cointreau est du 1^{er} avril au 31 mars. Les états financiers consolidés sont présentés en millions d'euros.

Conformément au règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés du groupe Remy Cointreau sont préparés en conformité avec les normes comptables internationales applicables au sein de l'Union européenne au 31 mars 2022.

Les principes comptables appliqués pour l'élaboration des comptes consolidés au 31 mars 2022 sont conformes au référentiel IFRS adopté par l'Union européenne. Ces principes comptables sont consultables sur le site internet de la Commission européenne :

www.eur-lex.europa.eu

Évolution du référentiel comptable par rapport à l'exercice précédent

Les principes et méthodes comptables appliqués pour l'établissement des comptes sont identiques à ceux appliqués dans les états financiers consolidés annuels au 31 mars 2021 à l'exception des évolutions normatives obligatoires au 1^{er} avril 2021.

En avril 2021, le comité d'interprétation des IFRS (IFRS IC) a clarifié la période au cours de laquelle doit être comptabilisé l'engagement relatif à certains régimes de retraite à prestations définies. L'application de cette décision au niveau du groupe Remy Cointreau concerne uniquement le régime français des indemnités de fin de carrière et a conduit à réduire la provision correspondante d'environ 1 million d'euros par contrepartie d'une augmentation de capitaux propres.

En avril 2021, l'IFRS IC a également publié une décision relative à IAS38 « Immobilisations incorporelles » portant sur la comptabilisation des coûts de configuration et de personnalisation des logiciels mis à disposition dans le « cloud » dans le cadre des contrats « Software as a service » (dits SaaS). Les effets de cette décision sont en cours d'analyse par le groupe.

NOTE 1.1 IMPACT DU CONFLIT RUSSO-UKRAINIEN

Au cours du mois de février 2022, le conflit entre la Russie et l'Ukraine a évolué dramatiquement vers une situation de guerre. Le groupe Remy Cointreau réalise environ 1% de son chiffre d'affaires en Russie et en Ukraine et n'y détient aucun actif. Les produits sont distribués par des distributeurs tiers dans ces deux pays. Le groupe dispose dans la zone d'un bureau de représentation qui comporte une trentaine de personnes (dont 2 étaient basés en Ukraine à cette période). Toutes les activités sont suspendues. Les dernières expéditions vers la Russie ont eu lieu en janvier 2022. La priorité du groupe est d'apporter son soutien aux équipes locales et à leurs familles. Le groupe a par ailleurs contribué financièrement et matériellement aux aspects humanitaires de ce conflit.

NOTE 1.2 IMPACT DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

L'exposition actuelle du groupe Remy Cointreau aux conséquences du changement climatique est limitée et l'impact sur les états financiers de l'exercice est principalement lié aux dépenses engagées pour la mise en œuvre de stratégie environnementale du groupe. Les activités et les résultats du groupe peuvent être impactés à court, moyen et long terme par la disponibilité et la hausse du prix des matières premières, des coûts de production et de transport. Ces effets potentiels ne sont pas chiffrables à ce stade mais sont intégrés globalement à travers une approche prudente des prévisions retenues dans le cadre des tests de valorisation des actifs incorporels.

NOTE 1.3 RECOURS A DES ESTIMATIONS

L'établissement des états financiers selon le cadre conceptuel des normes IFRS nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ces états financiers et dont la révision ultérieure pourrait affecter les résultats futurs. Ceci est particulièrement le cas sur les sujets ci-dessous.

Tests de dépréciation des actifs

Le groupe utilise fréquemment des calculs de flux de trésorerie futurs actualisés et/ou des valeurs de marché pour des actifs comparables dans le cadre des tests de dépréciation menés sur la valeur comptable des actifs incorporels à durée de vie indéfinie quand les normes ou les circonstances le rendent nécessaire. Les paramètres qui sous-tendent ces calculs doivent faire l'objet d'hypothèses dont l'évolution future peut conduire à revoir significativement les valorisations ultérieures.

Provisions pour risques et charges

La comptabilisation des provisions, destinées généralement à couvrir le paiement d'indemnités dans le cas de litiges avec des tiers, implique que la direction du groupe estime le degré de probabilité associé à ce risque ainsi que l'issue des négociations, transactions ou procédures légales qui sont ou seraient entreprises avec les tiers concernés.

Engagements de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi

La valorisation de ces engagements est déterminée par l'utilisation de méthodes actuarielles impliquant des hypothèses en matière de taux d'actualisation, taux de rendement attendu des actifs, taux d'augmentation des salaires, taux de mortalité, etc. Compte tenu du caractère long terme de ces engagements, toute modification de ces hypothèses peut faire varier la valorisation de manière significative.

Instruments financiers dérivés

La valorisation des instruments financiers dérivés détenus de manière courante par le groupe, majoritairement de nature optionnelle, est effectuée selon les méthodes en vigueur sur les marchés financiers. Il est cependant rappelé que les valorisations sont faites par rapport aux données de marché à la date de clôture. L'évolution constante des marchés financiers est susceptible de faire rapidement varier ces valeurs.

NOTE 1.4 METHODES DE CONSOLIDATION

La société Rémy Cointreau est l'entreprise consolidante.

Les comptes des entreprises placées sous le contrôle exclusif de Rémy Cointreau sont consolidés par intégration globale. Un investisseur contrôle une entité émettrice lorsqu'il est exposé ou qu'il a des droits à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité émettrice et qu'il a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'il détient sur celle-ci. Par conséquent, l'investisseur contrôle une entité émettrice si et seulement si tous les éléments ci-dessous sont réunis :

- il détient le pouvoir sur l'entité émettrice ;
- il est exposé ou a des droits à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité émettrice (entités ad hoc, voir également la note 1.9) ;
- il a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité émettrice de manière à influencer sur le montant des rendements qu'il obtient.

Les participations dans les entreprises sur lesquelles le groupe exerce une influence notable (entreprises associées) sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence. L'influence notable est présumée exister, sauf à démontrer clairement que ce n'est pas le cas, lorsque la société mère détient, directement ou indirectement, 20 % ou davantage des droits de vote dans l'entreprise détenue.

Les comptes des sociétés consolidées, établis selon les règles en vigueur dans chacun des pays concernés, sont retraités préalablement à leur consolidation pour assurer leur homogénéité avec les principes comptables du groupe.

Toutes les transactions d'importance significative entre les sociétés intégrées ainsi que les résultats internes au groupe sont éliminées.

NOTE 1.5 CONVERSION DES ETATS FINANCIERS DES FILIALES ETRANGERES

Les comptes consolidés du groupe Rémy Cointreau sont présentés en euro qui est la devise fonctionnelle de la société Rémy Cointreau SA.

Les bilans des filiales dont la devise fonctionnelle n'est pas l'euro sont convertis en euro aux cours de change en vigueur à la clôture de l'exercice. Les comptes de résultat et les flux de trésorerie sont convertis aux cours de change moyens de l'exercice. Les écarts qui en résultent sont enregistrés dans les capitaux propres au poste « Écarts de conversion » jusqu'à la vente ou à la liquidation des filiales concernées.

NOTE 1.6 OPERATIONS EN DEVICES

Au niveau de chaque entité, les transactions libellées dans une autre devise que la devise fonctionnelle sont enregistrées dans la devise fonctionnelle au taux de change prévalant à la date de transaction. A chaque clôture, les actifs et passifs monétaires en devises étrangères sont réévalués au taux de clôture de l'exercice. Les écarts qui en résultent sont portés en résultat opérationnel ou en résultat financier selon la nature des transactions sous-jacentes.

Par exception, les écarts de réévaluation relatifs aux transactions qualifiées de couverture d'investissement net sont enregistrés en capitaux propres au poste « Écarts de conversion ».

En règle générale, les filiales de distribution facturent leurs clients dans la devise fonctionnelle du client et achètent aux filiales de production dans leur devise fonctionnelle (et non celle de l'entité de production). Les filiales de production sont très majoritairement situées dans la zone euro tandis que l'euro représente moins de 15% de la facturation du groupe. A ce titre, les filiales de production et certaines filiales de distribution sont fortement exposées aux effets des variations des cours des devises étrangères.

Le groupe gère ce risque, ainsi que les risques similaires liés au financement de ses filiales « non-euro », de manière centralisée par l'utilisation d'instruments financiers dérivés dont la comptabilisation relève de la norme IFRS 9. L'horizon de couverture est de l'ordre de 18 mois glissants. Ainsi à chaque clôture, le groupe peut détenir un portefeuille d'instruments destinés à couvrir les flux des exercices suivants. Au cours de l'exercice, les instruments détenus à l'ouverture viennent à échéance.

Les effets de la réévaluation des instruments financiers dérivés de change en portefeuille à chaque clôture sont comptabilisés, selon la norme IFRS 9, principalement en capitaux propres (OCI). Ces réévaluations, dépendant du taux de clôture pour chaque devise objet de la couverture, ne préjugent pas du résultat qui sera effectivement dégagé lors de l'échéance des instruments.

Le résultat effectivement dégagé par le dénouement des instruments financiers affectés aux flux de l'exercice est enregistré en marge brute ou en résultat financier selon la nature des flux couverts (commerciaux ou financiers).

NOTE 1.7 REGROUPEMENT D'ENTREPRISE ET ECARTS D'ACQUISITION

Les écarts d'acquisition correspondent à la différence entre le coût d'acquisition des entreprises et l'évaluation à la juste valeur des actifs et des passifs identifiés à la date d'acquisition.

Conformément à IFRS 3 « Regroupement d'entreprises », les écarts d'acquisition ne sont pas amortis, mais font l'objet de tests de perte de valeur dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an. Pour ces tests, les écarts d'acquisition sont ventilés par Unités Génératrices de Trésorerie.

Les frais connexes à une opération d'acquisition sont comptabilisés dans le résultat de la période au cours de laquelle les coûts sont engagés et les services reçus. Ces frais sont classés au poste « Autres produits et charges opérationnels » du compte de résultat consolidé et au sein des flux nets de trésorerie sur investissements du tableau des flux de trésorerie consolidée.

NOTE 1.8 DEFINITION DE CERTAINS INDICATEURS

A) Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires inclut les ventes de gros et de détail des produits finis correspondant principalement aux marques de vins et spiritueux commercialisées par le groupe.

Ces ventes sont comptabilisées sur la base du transfert de contrôle au client qui est généralement la date d'expédition.

Les montants enregistrés sont hors droits et taxes et nets des provisions constituées au titre de remises, rabais ristournes et de différentes formes de coopération commerciale lorsqu'elles s'analysent comme une réduction du prix final payé par le client en contrepartie de la marchandise vendue.

B) Résultat opérationnel courant, résultat opérationnel, résultat net d'impôt des activités cédées ou en cours de cession

Le résultat opérationnel courant comprend l'ensemble des éléments relatifs aux activités du groupe à l'exception :

- du résultat opérationnel des activités qui ont été déconsolidées ou cédées au cours de l'exercice, ou dont la cession fait l'objet de plans confirmés validés par le conseil d'administration. Le résultat opérationnel correspondant est reclassé dans la ligne « Résultat net d'impôt des activités cédées ou en cours de cession » avec les autres éléments de résultat relatifs à ces activités ;
- des éléments dont la nature, la fréquence et le montant ne peuvent être considérés comme faisant partie des activités courantes du groupe et qui affectent la comparabilité des exercices. Il s'agit notamment des provisions pour dépréciation des marques et autres éléments d'actif immobilisé enregistrées à la suite des tests de valeur (voir note 2), des provisions pour restructurations et pour litiges, des plus ou moins-values de cession significatives d'éléments d'actifs autres que ceux relatifs aux activités cédées ou en cours de cession.

C) Résultat brut d'exploitation (EBITDA)

Cet agrégat qui est utilisé notamment dans le calcul de certains ratios, est calculé de la manière suivante : résultat opérationnel courant + réintégration de la charge d'amortissement des immobilisations incorporelles et corporelles de la période + réintégration de la charge liée aux plans d'options et assimilés + dividendes versés pendant la période par les entreprises associées.

D) Endettement net

Cet agrégat qui est utilisé notamment dans le calcul de certains ratios, est calculé de la manière suivante : dette financière à long terme + dette financière à court terme et intérêts courus - trésorerie et équivalents. L'endettement comprend la dette de loyers IFRS 16 et les dettes liées aux engagements d'achat de titres de minoritaires.

NOTE 1.9 CONSOLIDATION DES COOPERATIVES

Depuis le 1^{er} avril 2003, le groupe Rémy Cointreau consolide en intégration globale, en tant qu'entité *ad hoc*, la coopérative Alliance Fine Champagne (AFC), pour le périmètre des opérations relatives à Rémy Cointreau.

Cette consolidation se traduit par la prise en compte dans le bilan consolidé des stocks que l'AFC détient en vue de les livrer à Rémy Cointreau. Ces stocks comprennent les stocks détenus chez les bouilleurs de crus dans le cadre de contrats pluriannuels d'approvisionnement. Les contreparties de ces stocks sont des dettes financières et fournisseurs. Les frais financiers qui en résultent sont également inclus dans le coût de l'endettement financier du groupe Rémy Cointreau.

NOTE 1.10 ENGAGEMENTS D'ACHAT DE TITRES DE MINORITAIRES

Les actionnaires minoritaires de certaines filiales consolidées par intégration globale bénéficient de promesses d'achat de leurs titres, octroyées par le groupe. Certains contrats, du fait de leurs clauses, rentrent dans le champ de la norme IFRS 2.

La comptabilisation de ces contrats conduit dans tous les cas à comptabiliser une dette représentant la valeur de l'engagement à la date de clôture. Ces dettes sont classées en dettes financières et les intérêts minoritaires correspondant sont annulés.

NOTE 2 ECARTS D'ACQUISITION ET AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

A l'exception des licences de logiciels, la rubrique « Marques et autres immobilisations incorporelles » comprend essentiellement la valeur des incorporels identifiés lors des acquisitions opérées par le groupe : écarts d'acquisition résiduels (*goodwill*) et marques.

Pour certaines marques détenues par le groupe, la valeur inscrite au bilan provient d'acquisition d'intérêts minoritaires ou d'entreprises postérieurement à la création ou à l'entrée de la marque dans le périmètre. Ainsi, le montant enregistré au bilan ne représente que partiellement la valeur de la marque.

Les valeurs inscrites au poste « Marques » au bilan du groupe Rémy Cointreau ne font pas l'objet d'amortissement puisqu'elles sont protégées juridiquement, qu'elles permettent de générer des résultats supérieurs à ceux de produits identiques sans marque et qu'elles ont une durée de vie non limitée dans le temps.

Dès l'apparition d'indices de perte de valeur et au minimum à chaque clôture annuelle, le groupe pratique des tests de valeur de ses marques. Ces tests, décrits ci-dessous, concernent également les écarts d'acquisition.

Les dépenses occasionnées par la création de nouvelles marques ou le développement de marques existantes et tous les frais relatifs au dépôt et à la protection juridique des marques sont systématiquement pris en charge au cours de l'exercice où ils sont encourus.

Conformément à IAS 38 – *immobilisations incorporelles*, les frais de publicité et de promotion sont comptabilisés en charge au cours de la période où ils sont encourus.

Le groupe Rémy Cointreau n'immobilise aucun frais d'étude et de développement.

Pour les autres immobilisations incorporelles, les durées d'amortissement sont de 3 à 7 ans.

Tests de dépréciation

Dans le cadre des tests de dépréciation menés sur la valeur comptable des actifs incorporels à durée de vie indéfinie, quand les normes ou les circonstances le rendent nécessaire, le groupe utilise fréquemment des calculs de flux de trésorerie futurs actualisés et/ou des valeurs de marché pour des actifs comparables. Les paramètres qui sous-tendent ces calculs doivent faire l'objet d'hypothèses dont l'évolution future peut conduire à revoir significativement les valorisations ultérieures.

La valeur d'utilité des actifs est testée dès l'apparition d'indices de perte de valeur, et systématiquement à chaque clôture annuelle pour les actifs à durée de vie indéfinie.

Lorsque le test de valeur révèle que la valeur actuelle est inférieure à la valeur nette comptable et que cette perte de valeur est jugée durable, une dépréciation est constatée en compte de résultat.

Lors de ce test, les immobilisations sont regroupées en unités génératrices de trésorerie (UGT). Pour le groupe Rémy Cointreau, la structure des UGT est fondée sur le portefeuille de marques. Chaque marque ou groupe de marques correspond à une UGT dès lors que chacune de ces marques génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par les autres marques ou groupes de marques.

Les tests de valeur consistent à rapprocher la valeur comptable des actifs ou groupe d'actifs de leur valeur actuelle, celle-ci s'entendant comme la plus élevée de la valeur d'usage ou de la valeur vénale diminuée des coûts de sortie éventuels.

La méthode principale pour estimer la valeur d'usage est fondée sur la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs (hors frais financiers) générés par l'utilisation de chaque marque, actif ou groupe d'actifs. Les flux de trésorerie sont estimés sur la base de plans à moyen terme dont la durée est adaptée aux caractéristiques propres à chaque activité. Ainsi, la durée est de 5 ans pour les marques sans processus de vieillissement et de 12 ans pour les marques avec processus de vieillissement ou les marques récemment acquises qui sont l'objet de plans de développement à long-terme. La valeur terminale est déterminée par application d'un taux de croissance à l'infini. Les taux d'actualisation sont différenciés et intègrent une prime de risque propre à chaque activité.

Lorsque des transactions récentes ont eu lieu sur des actifs similaires, les multiples constatés sont utilisés pour déterminer leur valeur vénale.

En ce qui concerne les entités opérationnelles pour lesquelles une décision de cession est prise par le groupe, la valeur comptable des actifs concernés est ramenée à leur valeur de marché estimée nette des coûts de cession, si cette dernière est inférieure. Dans le cas où des négociations sont en cours, celle-ci est déterminée par référence à la meilleure estimation pouvant être faite, à la date de clôture, de leur issue.

En M€	Écarts d'acquisition	Marques	Droits de distribution	Autres	Total
Valeur brute au 31 mars 2021	51,7	515,9	3,7	51,3	622,6
Acquisitions	-	-	-	6,4	6,4
Cessions, mises au rebut	-	-	-	(0,7)	(0,7)
Autres mouvements	-	-	-	3,9	3,9
Écarts de conversion	1,7	1,2	0,2	0,7	3,8
Valeur brute au 31 mars 2022	53,3	517,1	3,9	61,7	636,0
Amortissement et dépréciation cumulés au 31 mars 2021	19,8	60,6	3,7	30,5	114,5
Dotations	0,5	-	-	7,2	7,8
Cessions, mises au rebut	-	-	-	(0,7)	(0,7)
Ecarts de conversion	1,1	0,6	0,2	0,5	2,4
Amortissement et dépréciation cumulés au 31 mars 2022 ⁽¹⁾	21,4	61,2	3,9	37,6	124,0
Valeur nette au 31 mars 2021	31,9	455,3	0,0	20,8	508,1
Valeur nette au 31 mars 2022	31,9	455,9	0,0	24,1	511,9

⁽¹⁾ Dépréciation de l'écart d'acquisition en solde : Westland 18,8 millions d'euros (dépréciation partielle), Mount Gay 2,1 millions d'euros et Domaine des Hautes Glaces (dépréciation totale). Dépréciation des Marques : Metaxa 45,0 millions d'euros, Mount Gay 8,1 millions d'euros (dépréciation totale), autres marques secondaires 8,1 millions d'euros.

La rubrique « Autres » comprend principalement les logiciels acquis et développés en interne.

Le poste « Ecart d'acquisition », d'une valeur nette de 31,9 millions d'euros au 31 mars 2022, comprend les écarts dégagés lors des acquisitions de Bruichladdich Distillery Company Ltd (septembre 2012), Domaines des Hautes Glaces (janvier 2017), The Westland Distillery Company (janvier 2017), Brillet (avril 2020) et Telmont (octobre 2020).

Le poste « Marques », d'une valeur nette de 455,9 millions d'euros au 31 mars 2022, comprend :

En M€	Valeur nette comptable	
Marques « historiques » : Rémy Martin et Cointreau	281,8	Ces valeurs proviennent de la comptabilisation de rachats d'intérêts minoritaire et ne représentent donc pas une valorisation exhaustive de ces marques.
Marques acquises d'importance significative : Metaxa, Bruichladdich, Westland, Brillet, J.de Telmont.	171,0	Metaxa marque acquise en 2000 Bruichladdich (incluant Port Charlotte et Octomore) marques acquises en 2012 Westland marque acquise en 2017 Brillet et J. de Telmont marques acquises en 2020
Autres marques acquises d'importance secondaire	3,2	
Total	455,9	

TEST DE DEPRECIATION DES MARQUES ET AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Conformément à la norme IAS 36, les écarts d'acquisition et les marques qui sont rattachés ou font partie de différentes unités génératrices de trésorerie (UGT) font l'objet de tests de valorisation annuels en vue de rapprocher leur valeur nette comptable de leur valeur actuelle.

La synthèse des tests réalisés au 31 mars 2022 est la suivante :

UGT	Taux d'actualisation après impôt	Taux de croissance à l'infini	Résultat du test	Sensibilité Taux d'actualisation +50 points de base	Sensibilité Taux de croissance à l'infini -50 points de base
Rémy Martin	7,4%	1,6%	Pas de dépréciation	Pas de dépréciation	Pas de dépréciation
Cointreau	7,2%	1,6%	Pas de dépréciation	Pas de dépréciation	Pas de dépréciation
Metaxa	7,4%	1,7%	Pas de dépréciation	Dépréciation de 4 millions d'euros	Pas de dépréciation
Bruichladdich	10,1%	1,7%	Pas de dépréciation	Pas de dépréciation	Pas de dépréciation
Westland	9,4%	2,0%	Pas de dépréciation	Dépréciation de 4 millions d'euros	Dépréciation de 1 million d'euros
Brillet	11,2%	2,0%	Pas de dépréciation	Pas de dépréciation	Pas de dépréciation
Telmont	7,4%	1,6%	Pas de dépréciation	Pas de dépréciation	Pas de dépréciation

NOTE 3 DROITS D'UTILISATION IFRS 16

La norme IFRS 16 - Contrat de locations, est d'application obligatoire pour tout exercice ouvert à compter du 1er janvier 2019. Rémy Cointreau avait décidé d'appliquer cette norme par anticipation à compter du 1er avril 2018. La méthode de transition retenue a été la méthode « rétrospective simplifiée » et les mesures simplifiées prévues par la norme ont été mises en œuvre (exclusion des contrats de moins d'un an et exclusion des contrats portant sur des actifs de faible valeur).

Le taux d'actualisation utilisé correspond au taux marginal d'endettement de chaque entité en vigueur au 1er avril 2018 pour tous les contrats en cours à cette date. Pour les nouveaux contrats de location, le taux en vigueur à la date de début du bail est utilisé. Les taux d'actualisation sont compris entre 1% et 6,5% et sont calculés selon le profil de risque de l'entité et la maturité du contrat retraité. Ils intègrent une composante liée au risque pays.

Les retraitements concernent des contrats de locations simples, principalement de bureaux et d'entrepôts. La durée retenue dans la valorisation de ces engagements de loyers s'étend jusqu'en mars 2031 et correspond à la durée contractuelle, potentiellement étendue si le groupe envisage d'exercer une option de renouvellement.

En application de la norme IFRS16, les contrats de location sont reconnus en tant que droit d'utilisation des actifs sous-jacents par contrepartie d'une dette représentant la valeur actuelle des loyers futurs. Le droit d'utilisation fait l'objet d'un amortissement tandis que la dette diminue à hauteur des loyers payés au cours de l'exercice. Une charge financière enregistre l'effet de la désactualisation de la dette.

NOTE 3.1 ANALYSE DE LA VARIATION

En M€	Valeur brute	Amortissements	Total
Au 31 mars 2021	35,7	(18,3)	17,4
Nouveaux contrats de location	14,0	-	14,0
Fin de contrats	(0,3)	0,2	(0,1)
Amortissements	-	(8,6)	(8,6)
Autres mouvements	(0,1)	0,1	-
Écarts de conversion	1,7	(1,0)	0,7
Au 31 mars 2022	51,0	(27,6)	23,4

La charge de loyer relative aux contrats exclus d'IFRS 16 n'est pas significative.

NOTE 3.2 DETAIL PAR CLASSE D'ACTIF

En M€	Valeur nette comptable		Charge d'amortissement	
	2022	2021	2022	2021
Bureaux	20,9	15,5	(7,7)	(6,2)
Entrepôts et sites de production	1,7	1,4	(0,9)	(0,4)
Autres	0,9	0,5	(0,5)	(0,4)
TOTAL	23,4	17,4	(9,0)	(7,1)

NOTE 4 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Valeur brute

Conformément à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles », les valeurs brutes des immobilisations corporelles correspondent à leur coût d'acquisition ou de production. Elles ne font l'objet d'aucune réévaluation.

La valeur des immobilisations n'incorpore aucun frais d'emprunt.

Les subventions d'équipement sont enregistrées en déduction de la valeur brute des immobilisations au titre desquelles elles ont été reçues.

Les frais d'entretien et de réparation sont enregistrés en charge dès qu'ils sont encourus, sauf ceux engagés pour une augmentation de productivité ou la prolongation de la durée d'utilité du bien.

Ces immobilisations sont amorties selon le mode et les durées d'utilité décrits ci-dessous.

Amortissement

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire sur la base du coût d'acquisition sous déduction d'une éventuelle valeur résiduelle.

Le groupe Rémy Cointreau détient essentiellement des immobilisations destinées à la production qui, étant utilisées jusqu'à la fin de leur vie, n'ont aucune valeur résiduelle significative.

Les durées d'amortissement sont fondées sur les durées d'utilité estimées des différentes catégories d'immobilisations, durées pendant lesquelles il est estimé que ces immobilisations procureront des avantages économiques au groupe.

- Constructions, selon les composants..... 10 à 75 ans
- Alambics, fûts, cuves..... 35 à 50 ans
- Installations techniques, matériel et outillage..... 3 à 15 ans
- Matériels informatiques 3 à 5 ans
- Autres immobilisations..... 5 à 10 ans

En M€	Terrains	Construc-tions	Autres	En-cours	Total
Valeur brute au 31 mars 2021	27,7	186,3	334,6	43,3	591,9
Acquisitions	1,4	8,6	20,6	23,5	54,1
Cessions, mises au rebut	(0,5)	(0,4)	(6,6)	-	(7,5)
Autres mouvements	0,4	19,4	6,7	(26,7)	(0,2)
Écarts de conversion	0,5	1,6	3,6	0,8	6,5
Valeur brute au 31 mars 2022	29,5	215,5	359,0	40,9	644,9
Amortissement et dépréciation cumulés au 31 mars 2021	3,5	65,3	186,6	-	255,3
Dotations	0,5	6,1	17,6	-	24,2
Cessions, mises au rebut	(0,3)	(0,1)	(5,9)	-	(6,3)
Écarts de conversion	-	0,4	2,3	-	2,7
Amortissement et dépréciation cumulés au 31 mars 2022	3,7	71,7	200,6	-	276,0
Valeur nette au 31 mars 2021	24,2	121,0	148,1	43,3	336,6
Valeur nette au 31 mars 2022	25,8	143,7	158,4	40,9	368,9

Au 31 mars 2022, aucune de ces immobilisations ne fait l'objet d'une provision pour dépréciation. Ces immobilisations sont libres de tout nantissement.

Au cours de l'exercice clos au 31 mars 2022, les acquisitions concernent essentiellement des programmes d'investissement importants sur les sites de production de Cognac, Islay, la Barbade, Seattle et St Jean d'Hérans (nouveaux bâtiments ou rénovation d'installations existantes).

NOTE 5 PART DANS LES ENTREPRISES ASSOCIEES

La part dans les entreprises associées représente des participations dans des sociétés répondant au principe décrit dans la note 1.2.

En M€	Spirits Platform	Total
Au 31 mars 2021	1,7	1,7
Dividendes versés	(0,7)	(0,7)
Résultat de la période	0,8	0,8
Ecart de conversion	0,0	0,0
Au 31 mars 2022	1,7	1,7

Le 31 juillet 2015, le groupe Rémy Cointreau a pris une participation de 37% dans le capital de Spirits Platform Pty Ltd pour un montant de 0,7 million d'euros. Spirits Platform Pty Ltd, consolidée par mise en équivalence, assure la distribution du portefeuille de marques Rémy Cointreau sur le marché australien.

Spirits Platform clôture ses comptes au 30 septembre. Son chiffre d'affaires s'élève à 52,9 millions d'euros sur l'exercice Rémy Cointreau au 31 mars 2022 (2021 : 44,4 millions d'euros). Son total d'actif était de 22,9 millions d'euros au 31 mars 2022 (2021 : 18,6 millions d'euros).

Pour l'exercice clos au 31 mars 2022, le groupe Rémy Cointreau a réalisé un chiffre d'affaires de 12,5 millions d'euros avec Spirits Platform (2021 : 9,2 millions d'euros).

NOTE 6 AUTRES ACTIFS FINANCIERS

En M€	2022	2021
Titres de participations non consolidées (note 6.1)	15,2	18,9
Actif de sous-location IFRS 16 (note 6.2)	1,0	1,5
Compte de liquidité hors actions Rémy Cointreau (note 6.3)	2,7	5,0
Autres (note 6.4)	17,1	1,1
TOTAL	36,1	26,6

NOTE 6.1 TITRES DE PARTICIPATION NON CONSOLIDÉES

En M€	% détenu	2022	% détenu	2021
Dynasty Fine Wines Group Ltd (Chine)	27,0 %	14,7	27,0 %	18,4
Bacalhôa Vinhos de Portugal (Portugal)	0,8 %	0,5	0,8 %	0,5
TOTAL		15,2		18,9

Ce poste comprend principalement la valorisation de la participation dans le groupe chinois Dynasty Fine Wines, acteur majeur du vin en Chine, coté à la bourse de Hong Kong. Cette participation est comptabilisée selon la norme IFRS 9, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Compte tenu d'un cours à la clôture de 0,38 dollars de Hong Kong, la participation est valorisée 14,7 millions d'euros au 31 mars 2022, soit une diminution de 3,7 millions d'euros (diminution de 4,3 millions d'euros hors effet de change) par rapport à l'exercice clos au 31 mars 2021 dont la contrepartie est enregistrée en capitaux propres.

NOTE 6.2 ACTIF DE SOUS-LOCATION IFRS 16

Cet actif de sous-location est lié à l'application de la norme IFRS 16 (note 3) et porte sur un contrat de location de bureaux aux Etats-Unis.

NOTE 6.3 COMPTE DE LIQUIDITE

Depuis l'exercice clos au 31 mars 2006, Rémy Cointreau a souscrit auprès d'un intermédiaire financier un compte de liquidité. Ce type de contrat ne respecte pas les critères permettant l'enregistrement en « Trésorerie et équivalents ». D'autre part, le solde du compte correspondant à la valorisation des actions Rémy Cointreau détenues dans le cadre du contrat est reclassé en déduction des capitaux propres consolidés en tant qu'actions auto-détenues (note 10.1).

NOTE 6.4 AUTRES ACTIFS FINANCIERS

Le poste « Autres » comprend des prêts à des participations non consolidées en intégration globale et des dépôts de garantie relatifs à des baux commerciaux ou à des procédures douanières.

NOTE 7 STOCKS

Les stocks sont comptabilisés comme tels lorsque les risques et avantages ont été transférés au groupe Rémy Cointreau. L'application de ce principe, qui fait partie du cadre conceptuel des IFRS, conduit à reconnaître des stocks physiquement et juridiquement détenus par des tiers. La contrepartie de ces stocks est généralement enregistrée en dettes fournisseurs.

Les stocks sont évalués au plus bas du prix de revient ou de la valeur nette de réalisation.

La majeure partie des stocks détenus par le groupe Rémy Cointreau consiste en des eaux-de-vie (cognac, brandy, rhum, malt scotch whisky) en-cours de vieillissement. Ces stocks peuvent être détenus pendant des périodes allant de 3 à plus de 70 ans. Ils restent classés en actifs courants selon les usages de la profession.

La partie de ces stocks provenant des actifs agricoles détenus ou exploités en direct par le groupe est non significative.

Les stocks en cours de vieillissement sont comptabilisés à leur coût de revient, hors frais financiers, ces derniers étant pris en résultat financier pendant la période où ils sont encourus. Le coût de revient est constitué du prix d'achat et des frais accessoires et s'incrémente chaque année par l'imputation des frais directement engagés par le processus de vieillissement ainsi que par la constatation des phénomènes d'évaporation.

Pour évaluer leur valeur de réalisation, il est tenu compte du prix de vente des produits finis qui seraient élaborés avec ces stocks.

Les stocks de produits finis sont évalués au plus bas du prix de revient, déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré, ou de la valeur nette de réalisation.

NOTE 7.1 DÉTAIL PAR TYPE

En M€	2022	2021
Matières premières	59,1	49,6
Vins et eaux-de-vie en cours de vieillissement ⁽¹⁾	1 400,5	1 322,0
Marchandises et produits finis	160,8	125,4
Valeur brute	1 620,5	1 497,0
Provision pour dépréciation	(5,0)	(4,5)
Valeur nette	1 615,5	1 492,5

(1) dont stocks Alliance Fine Champagne (mars 2022 : 343,9 millions d'euros, mars 2021 : 357,6 millions d'euros)

Au 31 mars 2022, des stocks d'eaux-de-vie font l'objet de warrants agricoles pour 60,0 millions d'euros (2021 : 60,0 millions d'euros).

NOTE 7.2 ANALYSE DE LA VARIATION

En M€	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Solde au 31 mars 2021	1 497,0	(4,5)	1 492,5
Mouvements	118,0	(0,5)	117,5
Écarts de conversion	5,4	(0,1)	5,4
Solde au 31 mars 2022	1 620,5	(5,0)	1 615,5

NOTE 8 CLIENTS ET AUTRES CREANCES D'EXPLOITATION

Les créances commerciales, dont la maturité est généralement inférieure à 3 mois, sont comptabilisées à leur valeur nominale.

En M€	2022	2021
Créances clients	123,8	85,5
Créances fiscales et sociales (hors impôts sur le résultat)	43,4	25,0
Charges diverses payées d'avance	14,8	9,5
Avances versées	65,6	33,1
Autres créances	5,9	5,0
TOTAL	253,6	158,1
dont provision pour créances douteuses	(0,4)	(9,6)

Au 31 mars 2022, la valeur des créances clients en fonction de leur échéance s'analyse comme suit :

En M€	Total	Non échues	Échues	
			Moins de 3 mois	Plus de 3 mois
Valeur brute des créances	124,2	117,8	6,3	0,1

Le groupe est engagé dans des programmes de factoring en Europe, aux Etats-Unis et en Asie-Pacifique (hors Chine) avec des sociétés spécialisées, filiales de banques de premier plan.

Ces programmes permettent au groupe de transférer au factor la totalité des risques de crédit et de portage liés aux créances de certains clients dans la limite d'un plafond de crédit. Ces programmes respectent les conditions posées par la norme IFRS 9 permettant ainsi au groupe de déconsolider ces créances dès leur transfert au factor.

Les programmes de factoring ont permis une accélération des encaissements clients à hauteur de 14,7 millions d'euros au 31 mars 2022 (2021 : 55,0 millions d'euros).

NOTE 9 TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

Ce poste comprend les disponibilités ainsi que les placements à court terme qui sont considérés comme liquides, convertibles en un montant de trésorerie connu et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur au regard des critères prévus par IAS 7.

En M€	2022	2021
Dépôts court terme	0,2	0,2
Banque	116,2	200,8
TOTAL	116,3	201,0

NOTE 10 CAPITAUX PROPRES

NOTE 10.1 CAPITAL SOCIAL, PRIMES D'EMISSION ET ACTIONS AUTO-DETENUES

	Nombre d'actions	Actions auto-détenues	Total nombre d'actions	Capital Social	Primes d'émission	Actions auto-détenues
Au 31 mars 2021	50 503 106	(243 324)	50 259 782	80,8	834,8	(25,1)
Plan de Rachat d'Actions	-	(982 713)	(982 713)	-	-	(169,5)
Variation du compte de liquidité	-	(13 081)	(13 081)	-	-	(2,3)
Plan d'actionnariat salarié	23 457	-	23 457	0,0	3,1	-
Réduction de capital	(750 000)	750 000	-	(1,2)	(129,2)	130,4
Conversion OCEANE	1 375 939	75 000	1 450 939	2,2	148,7	7,8
Au 31 mars 2022	51 152 502	(414 118)	50 738 384	81,8	857,4	(58,7)

Capital social et primes d'émission

Le capital social au 31 mars 2022 est composé de 51 152 502 actions d'une valeur nominale de 1,60 euro.

Plan de rachat d'actions

Le 2 juin 2021, le conseil d'administration de Rémy Cointreau a autorisé un nouveau plan de rachat d'actions en application des résolutions n°19 et n°20 de l'assemblée générale mixte du 23 juillet 2020. Ce programme devait porter sur un nombre maximal de 1 million d'actions aux conditions de prix autorisées par l'assemblée générale mixte du 23 juillet 2020 dans sa résolution n°19.

Le programme de rachat était destiné à permettre la réalisation des opérations suivantes, par ordre décroissant de priorité :

- (a) réduire le capital social par annulation d'actions propres ;
- (b) satisfaire aux obligations découlant des programmes d'attribution gratuite d'actions aux salariés et/ou mandataires sociaux de la société et/ou des sociétés qui lui sont liées ;
- (c) satisfaire aux obligations découlant de valeurs mobilières donnant accès au capital social.

En application de cette autorisation, la société a mandaté un prestataire de services d'investissement afin de procéder à des achats d'actions de la société Rémy Cointreau SA. A l'issue de ce programme, le 8 décembre 2021, 982 713 titres avaient ainsi été acquis pour un montant de 169,5 millions d'euros.

Ces titres ont fait l'objet d'une réduction de capital à hauteur de 750 000 titres en application de la décision du conseil d'administration du 13 janvier 2022 et 146 185 titres ont été affectés à la couverture des plans d'attribution gratuite d'actions.

Plan d'actionnariat salarié

Entre juin et juillet 2021, Rémy Cointreau a lancé son premier plan d'actionnariat salarié « My Rémy Cointreau » en France. La souscription s'est traduite par l'émission de 23 457 actions nouvelles, soit une augmentation de capital de 3,1 millions d'euros.

Conversion OCEANE

Au cours de l'exercice clos au 31 mars 2022, compte tenu du cours de l'action Rémy Cointreau, une condition de conversion anticipée de l'OCEANE a été atteinte et 57,9% des obligations en circulation ont fait l'objet d'une demande de conversion en actions Rémy Cointreau. 1 450 939 actions ont ainsi été remises dont 75 000 actions existantes et 1 375 939 actions nouvelles. L'amortissement de la composante capitaux propres de l'OCEANE a été ajusté pour (4,0) millions d'euros.

Actions auto-détenues

Actions auto-détenues : les actions Rémy Cointreau détenues par le groupe sont comptabilisées en déduction des capitaux propres consolidés pour leur coût d'acquisition. Ces actions sont généralement détenues dans le but de servir des plans d'attribution gratuite d'actions ou dans le cadre d'un contrat de liquidité.

Au 31 mars 2022, Rémy Cointreau détient 396 701 de ses propres actions destinées à couvrir des plans d'attribution gratuite en cours ou futurs et 17 417 actions dans le cadre du contrat de liquidité.

NOTE 10.2 NOMBRE D' ACTIONS RETENUES DANS LE CALCUL DU RESULTAT PAR ACTION

Le résultat par action simple est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation durant l'exercice après déduction du nombre moyen d'actions auto-détenues sur la période.

Le résultat par action dilué est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation durant l'exercice après déduction du nombre moyen d'actions auto-détenues sur la période et majoré du nombre moyen pondéré d'actions qui résulterait du dénouement des plans d'action gratuites en cours à la date de clôture ainsi que de la conversion potentielle des obligations convertibles (OCEANE). Ces calculs suivent les règles de la norme IAS 33.

Dans le cas où le résultat par action dilué est supérieur au résultat par action simple, le résultat par action dilué est ramené au niveau du résultat par action simple.

	2022	2021
Nombre moyen d'actions simple :		
Nombre moyen d'actions	51 114 281	50 333 706
Nombre moyen d'actions auto-détenues	(675 271)	(263 209)
Total pris en compte pour le résultat par action simple	50 439 010	50 070 497
Nombre moyen d'actions dilué :		
Nombre moyen d'actions simple	50 439 010	50 070 497
Effet de dilution des plans d'actions gratuites	229 899	69 101
Effet de dilution sur OCEANE	1 058 191	2 506 549
Total pris en compte pour le résultat par action dilué	51 727 100	52 646 147

NOTE 10.3 PLANS D'ATTRIBUTION GRATUITE D'ACTIONS

Date d'attribution ⁽¹⁾	Plan n°	Période d'acquisition	Durée minimale de conservation des actions	Droits attribués à l'origine	Valeur du droit à la date d'attribution	Droits caduques	Droits attribués à l'issue de la période d'acquisition	Droits en vie au 31 mars 2022
17 janvier 2019	2019	4 ans	-	57 450	101,00	14 875	-	42 575
24 novembre 2020	2020	3 ans	-	42 479	153,00	9 368	-	33 111
14 janvier 2021	2021	4 ans	-	39 602	149,20	5 390	-	34 212
31 mars 2021	2021 - 2025	4,25 ans	-	72 500	159,40	16 000	-	56 500
31 mars 2021	2021 - 2030	9,25 ans	-	72 500	159,40	16 000	-	56 500
13 janvier 2022	2022	4 ans	-	35 310	199,20	2 125	-	33 185
Total				319 841		63 758	-	256 083

(1) La date d'attribution correspond à la date du conseil d'administration ayant décidé l'attribution de ces plans.

Tous les plans sont des plans indexés (AGAI). Les actions remises aux bénéficiaires à l'issue de la période d'acquisition seront conditionnées à leur présence et leur nombre dépendra de l'atteinte de critères externes et/ou internes à l'entreprise.

Plan 2019 : 50% du nombre maximum d'actions sera attribué si la progression de la performance globale du titre Rémy Cointreau (TSR – Total Shareholder Return) mesurée au terme de la période d'acquisition est supérieure à celle d'un panel de 10 sociétés du secteur du Luxe et/ou des Spiritueux. 50% du nombre maximum d'action sera attribué si le résultat opérationnel courant a atteint l'objectif fixé (valeurs cibles définies pour les exercices 19/20 à 22/23). Le conseil d'administration statuant sur l'attribution définitive du plan décidera des modalités de livraison des actions (remise d'actions propres ou création de nouvelles actions). A la date de clôture, il a été considéré que ce plan serait intégralement servi par remise d'actions détenues par Rémy Cointreau.

Plan 2020 : 50% du nombre maximum d'actions sera attribué si la performance du résultat opérationnel courant a atteint l'objectif fixé (valeurs cibles définies pour les exercices 19/20 à 22/23). 50% du nombre maximum d'actions sera attribué si l'objectif d'émission de CO2 de Remy Cointreau calculé selon le scope 1+2 du GHG (Green House Gas Protocol), prenant en compte le scénario de 1,5°C, atteint l'objectif fixé. À la date de clôture, il a été considéré que ce plan serait intégralement servi par remise d'actions détenues par Rémy Cointreau.

Plan 2021 : 50% du nombre maximum d'actions sera attribué si la performance du résultat opérationnel courant a atteint l'objectif fixé (valeurs cibles définies pour les exercices 20/21 à 23/24). 50% du nombre maximum d'actions sera attribué si l'objectif d'émission de CO2 de Remy Cointreau calculé selon le scope 1+2 du GHG (Green House Gas Protocol), prenant en compte le scénario de 1,5°C, atteint l'objectif fixé. À la date de clôture, il a été considéré que ce plan serait intégralement servi par remise d'actions détenues par Rémy Cointreau.

Plan 2021-2025 : 50% du nombre maximum d'actions sera attribué si la performance du résultat opérationnel courant a atteint l'objectif fixé pour l'exercice 24/25. 50% du nombre maximum d'actions sera attribué si la performance de marge brute a atteint l'objectif fixé pour l'exercice 24/25. A la date de clôture, il a été considéré que ce plan serait intégralement servi par remise d'actions détenues par Rémy Cointreau.

Plan 2021-2030 : un tiers du nombre maximum d'actions sera attribué si la performance du résultat opérationnel courant a atteint l'objectif fixé pour l'exercice 29/30. Un tiers du nombre maximum d'actions sera attribué si la performance de marge brute a atteint l'objectif fixé pour l'exercice 29/30. Un tiers du nombre maximum d'actions sera attribué si l'objectif de pourcentage de réduction en intensité d'émission de CO2 de Remy Cointreau calculé selon le scope 1+2+3 du GHG (Green House Gas Protocol) en application des scénarios « scénario WB2C » et « scénario 1,5°C », a atteint l'objectif fixé pour l'exercice 29/30. A la date de clôture, il a été considéré que ce plan serait intégralement servi par remise d'actions détenues par Rémy Cointreau.

Plan 2022 : 50% du nombre maximum d'actions sera attribué si la performance du résultat opérationnel courant a atteint l'objectif fixé (valeurs cibles définies pour les exercices 21/22 à 24/25). 50% du nombre maximum d'actions sera attribué si l'objectif d'émission de CO2 de Remy Cointreau calculé selon le scope 1+2 du GHG (Green House Gas Protocol), prenant en compte le scénario de 1,5°C, atteint l'objectif fixé pour l'exercice 24/25. À la date de clôture, il a été considéré que ce plan serait intégralement servi par remise d'actions détenues par Rémy Cointreau.

Calcul de la charge de l'exercice

En application d'IFRS 2, une charge représentative de l'avantage accordé aux bénéficiaires de ces plans est enregistrée en résultat opérationnel, répartie sur la période d'acquisition des droits.

La juste valeur des droits attribués a été calculée par des actuaires indépendants.

En M€	Juste Valeur du droit (€)	Valeur totale	Charge 2022
Plan 2019	82,58	3,5	0,5
Plan 2020	147,68	5,5	1,8
Plan 2021	143,87	5,5	1,4
Plan 2021 - 2025	151,63	8,6	2,0
Plan 2021 - 2030	138,98	7,9	0,8
Plan 2022	191,31	6,3	0,3
Total		37,3	6,9

NOTE 10.4 DIVIDENDES

L'assemblée générale des actionnaires du 22 juillet 2021 a approuvé le versement d'un dividende ordinaire de 1,85 euro par action au titre de l'exercice clos au 31 mars 2021 pour un montant global de 93,7 millions d'euros. Le paiement du dividende a été effectué, entièrement en numéraire, le 1^{er} octobre 2021.

NOTE 10.5 PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTROLE

Le montant des capitaux propres relatifs aux participations ne donnant pas le contrôle s'élève à 1,0 millions d'euros (mars 2021 : 0,8 million d'euros) et correspond principalement aux minoritaires de la société Mount Gay Distilleries Ltd.

NOTE 11 DETTE FINANCIERE

Les ressources financières sont enregistrées à leur valeur nominale, nette des frais encourus lors de leur mise en place qui sont comptabilisés en résultat financier selon un calcul actuariel (méthode du taux d'intérêt effectif), sauf pour ceux liés au crédit syndiqué qui sont amortis linéairement sur la durée du contrat.

NOTE 11.1 DETTE FINANCIERE NETTE

En M€	2022			2021		
	Long terme	Court terme	Total	Long terme	Court terme	Total
Dette financière brute	363,9	105,7	469,6	423,8	91,5	515,3
Trésorerie et équivalents (note 9)	-	(116,3)	(116,3)	-	(201,0)	(201,0)
Dette financière nette	363,9	(10,6)	353,3	423,8	(109,5)	314,3

La variation de la dette financière nette au cours de l'exercice s'analyse ainsi :

	2021	Variation de la trésorerie	Effet des variations de change	Variation IFRS 16	Opération sur minoritaires Telmont	Amort. frais d'émission et prime	Conversion OCEANE	Amort. composante Equity OCEANE	2022
Dette financière à plus d'un an	423,8	80,1	0,4	5,0	6,1	0,5	(154,6)	2,6	363,9
Dette financière à moins d'un an	91,5	13,5	0,4	0,4	0,0	-	0,0	-	105,7
Dette financière brute	515,3	93,6	0,8	5,4	6,1	0,5	(154,6)	2,6	469,6
Trésorerie et équivalents	(201,0)	98,4	(11,4)	-	(2,3)	-	0,0	-	(116,3)
Dette financière nette	314,3	192,0	(10,6)	5,4	3,8	0,5	(154,6)	2,6	353,3

NOTE 11.2 DETTE FINANCIERE BRUTE PAR NATURE

En M€	2022			2021		
	Long terme	Court terme	Total	Long terme	Court terme	Total
Placement privé obligataire	79,9	-	79,9	79,9	-	79,9
Emprunt obligataire convertible (OCEANE)	113,5	-	113,5	265,2	-	265,2
Tirages sur crédit syndiqué	-	-	-	-	-	-
Frais de mise en place du crédit syndiqué	(0,3)	-	(0,3)	(0,3)	-	(0,3)
Emprunt bancaire	79,9	-	79,9	-	-	-
Compte courant d'associé	-	-	-	-	20,0	20,0
Intérêts courus non échus	-	0,5	0,5	-	0,6	0,6
Total Rémy Cointreau SA	273,1	0,5	273,6	344,8	20,6	365,4
Emprunt obligataire	64,7	-	64,7	64,6	-	64,6
Autres dettes financières et découverts	0,1	44,4	44,5	-	3,8	3,8
Engagements d'achat de titres de minoritaires	9,0	-	9,0	2,9	-	2,9
Intérêts courus non échus	-	1,7	1,7	-	1,6	1,6
Dettes financières entités <i>ad hoc</i>	-	50,3	50,3	-	57,5	57,5
Dettes de loyers IFRS 16 (note 3)	17,0	8,8	25,8	11,6	8,0	19,6
Total filiales	90,9	105,2	196,1	79,0	70,9	149,9
Dettes financières brutes	363,9	105,7	469,6	423,8	91,5	515,3

Le montant total des ressources confirmées disponibles ainsi que leur taux d'utilisation est détaillé dans la note sur le risque de liquidité (note 14.6).

NOTE 11.3 DETTE FINANCIERE BRUTE PAR MATURITE

En M€	2022	2021
Inférieure à 1 an	105,7	91,5
De 1 à 5 ans	159,5	155,2
Supérieure à 5 ans	204,4	268,6
TOTAL	469,6	515,3

NOTE 11.4 DETTE FINANCIERE BRUTE PAR TYPE DE TAUX

En M€	2022			2021		
	Long terme	Court terme	Total	Long terme	Court terme	Total
Taux fixe	364,2	59,1	423,3	424,1	85,5	509,6
Taux variable	(0,3)	44,4	44,1	(0,3)	3,8	3,4
Intérêts courus non échus	-	2,2	2,2	-	2,2	2,2
Dettes financières brutes	363,9	105,7	469,6	423,8	91,5	515,3

NOTE 11.5 DETTE FINANCIERE BRUTE PAR DEVICES

En M€	2022			2021		
	Long terme	Court terme	Total	Long terme	Court terme	Total
Euro	357,1	99,4	456,6	413,9	85,3	499,1
Dollar US	3,1	3,2	6,3	5,1	2,9	8,0
Yuan chinois	2,1	1,9	4,0	2,9	2,2	5,1
Dollar Hong Kong	0,3	0,1	0,4	0,4	0,1	0,5
Autres	1,3	1,1	2,4	1,5	1,0	2,5
Dettes financières brutes	363,9	105,7	469,6	423,8	91,5	515,3

NOTE 11.6 EMPRUNTS OBLIGATAIRES

Placement privé obligataire

Rémy Cointreau a émis le 27 février 2015, un emprunt obligataire de 80,0 millions d'euros, sous forme d'un placement privé, auprès d'un leader européen de l'assurance. Ces obligations, qui ont une échéance de 10 ans, portent intérêt à un taux nominal annuel de 2,945%. Au 31 mars 2022, la dette correspondante s'élève à 79,9 millions d'euros après prise en compte des frais d'émission pour 0,1 million d'euros.

Ce contrat n'est assorti d'aucune sûreté. La disponibilité des fonds est conditionnée au respect du ratio A (voir Crédit syndiqué) à un niveau inférieur à 3,5 à chaque clôture semestrielle pendant la durée du contrat.

Emprunt obligataire convertible (OCEANE)

Rémy Cointreau a émis le 7 septembre 2016 un placement privé auprès d'investisseurs institutionnels, d'obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles et/ou existantes (les « OCEANE ») à échéance du 7 septembre 2026 pour un montant nominal de 275,0 millions d'euros, soit 2 484 191 OCEANE d'une valeur nominale unitaire de 110,70 euros.

Les OCEANE portent intérêt à un taux nominal annuel de 0,125%, à terme échu le 7 septembre de chaque année.

À la date d'émission, la valeur nominale unitaire des OCEANE a fait ressortir une prime d'émission de 40% par rapport au cours de référence de l'action de la société sur le marché réglementé d'Euronext à Paris. En application du « split accounting » requis par la norme IAS32, l'OCEANE a été initialement enregistrée pour 250,1 millions d'euros en dettes financières et 24,9 millions d'euros en capitaux propres.

Les porteurs d'OCEANE disposent d'un droit à l'attribution d'actions nouvelles et/ou existantes de Rémy Cointreau, à raison d'un ratio de conversion initial d'une action pour une OCEANE. Conformément aux termes et conditions de l'OCEANE, ce ratio a été subséquemment ajusté. Au 31 mars 2022, il était de 1,011 action pour une obligation. Ce droit à l'attribution d'actions est exerçable à partir du 7 septembre 2023, ou en cas d'atteinte de condition de conversion anticipée.

Au cours de l'exercice clos au 31 mars 2022, compte tenu du cours de l'action Rémy Cointreau, une condition de conversion anticipée de l'OCEANE a été atteinte et 57,9% des obligations en circulation ont fait l'objet d'une demande de conversion en actions Rémy Cointreau. 1 450 939 actions ont ainsi été remises dont 75 000 actions existantes et 1 375 939 actions nouvelles. Au 31 mars 2022, le solde des OCEANE s'élève à 1 046 678 obligations soit une valeur nominale de 115,9 millions d'euros enregistrée pour 113,5 millions d'euros en dettes financières et 2,0 millions d'euros en capitaux propres.

Emprunt obligataire de 65 millions d'euros de nominal

Financière Rémy Cointreau SA/NV a émis, le 13 août 2013, un emprunt obligataire d'un montant de 65 millions d'euros et d'une durée de 10 ans, avec la garantie de Rémy Cointreau SA. Au 31 mars 2022, cet emprunt s'élève à 64,7 millions d'euros après prise en compte de (0,3) million d'euros de prime et de frais d'émission.

Les obligations, d'une valeur nominale unitaire de 250 000 euros, ont été émises à 97,977% de leur valeur nominale (prime d'émission de 2,023%) et portent intérêt à un taux nominal annuel de 4%. Elles seront remboursables au pair à l'échéance (13 août 2023).

Compte tenu de la prime et des frais d'émission, le produit net résultant de cette émission s'est élevé à 63,2 millions d'euros soit un taux d'intérêt effectif de 4,35%.

Cet emprunt n'est assorti d'aucune sûreté.

NOTE 11.7 CREDIT SYNDIQUE

Le 2 juillet 2018, Rémy Cointreau a signé avec un pool de groupes bancaires un crédit syndiqué de 100 millions dont l'échéance est désormais le 2 juillet 2025.

Les tirages portent intérêt à EURIBOR plus une marge allant de 35 bps à 125 bps en fonction du niveau d'endettement du groupe.

Ce crédit n'est assorti d'aucune sûreté. Il n'était pas utilisé au 31 mars 2022.

La disponibilité de ce crédit est conditionnée par le respect d'un ratio « Endettement net moyen/EBITDA » (ratio A) inférieur ou égal à 4,0 au 30 septembre et au 31 mars de chaque année jusqu'à l'échéance. Au 31 mars 2022, le ratio A s'élève à 0,79 (septembre 2021 : 0,77 ; mars 2021 : 1,33).

NOTE 11.8 AUTRES EMPRUNTS

Contrat de prêt bilatéral

Rémy Cointreau a signé le 4 novembre 2021 un contrat de prêt bilatéral de 80 millions d'euros. Ce prêt d'une durée de 7 ans, remboursable in fine, porte intérêt à un taux nominal annuel de 0,60%, payable annuellement à terme échu le 10 novembre de chaque année.

La disponibilité de ce crédit est conditionnée au respect du ratio A (voir Crédit syndiqué) à un niveau inférieur ou égal à 4 au 30 septembre et au 31 mars de chaque exercice jusqu'à l'échéance.

Ligne de crédit bilatérale

La Financière Rémy Cointreau a obtenu le 28 janvier 2022 une ligne de crédit confirmée bilatérale de 40 millions d'euros, à échéance du 31 janvier 2023.

Les tirages portent intérêt à ESTER plus une marge de 30 bps.

Ce crédit n'est assorti d'aucune sûreté. Il n'était pas utilisé au 31 mars 2022.

NOTE 11.9 ENGAGEMENTS D'ACHAT DE TITRES DE MINORITAIRES

Dans le cadre de l'acquisition de la société Champagnes J. de Telmont puis d'une augmentation de capital réalisée en février 2022, le groupe Rémy Cointreau a octroyé aux actionnaires minoritaires une promesse d'achat sur leurs titres selon différentes conditions non exerçables avant juillet 2026. La dette relative à ces engagements est évaluée à 9,0 millions d'euros au 31 mars 2022.

NOTE 12 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

La comptabilisation des provisions, destinées généralement à couvrir le paiement d'indemnités dans le cas de litiges avec des tiers, implique que la direction du groupe estime le degré de probabilité associé à ce risque ainsi que l'issue des négociations, transactions ou procédures légales qui sont ou seraient entreprises avec les tiers concernés.

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », une provision est comptabilisée dès lors que le groupe a une obligation à l'égard d'un tiers et qu'il est hautement probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. Dans le cas de provisions passées au titre de restructurations, la prise en compte n'a lieu que lorsque la restructuration a fait l'objet d'une annonce et d'un plan détaillé.

Lorsque l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, le montant de la provision correspond à la valeur actuelle des dépenses attendues que la société pense nécessaire pour éteindre l'obligation. En pratique, lorsque la date attendue du dénouement de l'obligation est supérieure à 12 mois, le montant de la provision fait l'objet d'un calcul actualisé dont les effets sont enregistrés en résultat financier.

NOTE 12.1 VARIATIONS

En M€	Restructuration	Risque douanier	Autres litiges	Total
Au 31 mars 2021	0,7	-	9,1	9,8
Dotations	0,9	13,6	4,8	19,3
Utilisations	(0,6)	-	(2,4)	(3,0)
Reprises sans objet	-	-	(5,0)	(5,0)
Écarts de conversion	-	-	0,0	0,0
Au 31 mars 2022	1,0	13,6	6,6	21,1

Le poste « Provisions pour risques et charges » comprend principalement des provisions constituées au titre de litiges sociaux et commerciaux ainsi qu'une provision pour risques douaniers internationaux portant sur des périodes antérieures.

NOTE 12.2 ÉCHEANCES

Ces provisions couvrent des charges probables dont les échéances sont les suivantes :

En M€	2022	2021
Provisions à long terme (ou échéance non connue)	3,3	2,1
Provisions à court terme	17,9	7,7
TOTAL	21,1	9,8

NOTE 13 FOURNISSEURS ET AUTRES DETTES D'EXPLOITATION

Les dettes commerciales, dont la maturité est généralement inférieure à 3 mois, sont comptabilisées à leur valeur nominale.

En M€	2022	2021
Fournisseurs d'eaux-de-vie	271,7	262,0
Autres fournisseurs	300,3	219,0
Avances clients	3,5	2,3
Dettes sociales et fiscales (hors impôts sur le résultat)	71,0	65,7
Droits d'accises à payer	6,0	2,1
Produits divers d'avance	1,4	1,5
Autres dettes	29,4	33,3
TOTAL	683,3	586,1

NOTE 14 INSTRUMENTS FINANCIERS ET RISQUES DE MARCHÉ

La valorisation des instruments financiers dérivés détenus de manière courante par le groupe, majoritairement de nature optionnelle, est effectuée selon les méthodes en vigueur sur les marchés financiers. Il est cependant rappelé que les valorisations sont faites par rapport aux données de marché à la date de clôture. L'évolution constante des marchés financiers est susceptible de faire rapidement varier ces valeurs.

L'évaluation des actifs et passifs financiers est réalisée conformément à la norme IFRS 9 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation ».

Le groupe utilise couramment des instruments financiers dérivés dans le cadre de sa politique de couverture du risque de change et du risque de taux d'intérêt. Le groupe a mis en œuvre les procédures et la documentation nécessaires pour justifier la mise en œuvre d'une comptabilisation de couverture au sens d'IFRS 9.

Les instruments dérivés sont comptabilisés au bilan pour leur valeur de marché à la date de clôture. Les valeurs de marché sont calculées par un modèle de valorisation externe, et comparées avec celles obtenues des contreparties bancaires. Les variations de valeur des instruments dérivés sur les cours de change sont enregistrées selon les modalités précisées en note 1.4. La variation de valeur des instruments de couverture du risque de taux (principalement des achats de caps et des swaps de taux d'intérêt) est enregistrée en capitaux propres recyclables pour la variation de valeur intrinsèque des instruments qualifiés de couverture, dès lors que ces instruments optionnels sont actifs, en résultat financier pour toute variation de juste valeur résiduelle des instruments qualifiés de couverture et pour la variation de juste valeur des instruments non qualifiés de couverture.

NOTE 14.1 VENTILATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS PAR CATEGORIE

Les tableaux ci-dessous présentent les instruments financiers au bilan selon les catégories d'évaluation définies par la norme IFRS 9.

AU 31 MARS 2022

En M€	Notes	Valeur au bilan	Juste valeur	Prêts et créances ou dettes au coût amorti	Juste valeur par le biais du compte de résultat ⁽¹⁾	Juste valeur par OCI
Actifs financiers non courants	6	36,1	36,1	18,2	2,7	15,2
Instruments financiers dérivés	14	3,8	3,8	-	0,2	3,6
Trésorerie et équivalents	9	116,3	116,3	-	116,3	-
ACTIFS		156,3	156,3	18,2	119,3	18,8
Dettes financières à long terme	11	363,9	363,9	363,9	-	-
Dettes financières à court terme et intérêts courus	11	105,7	105,7	105,7	-	-
Instruments financiers dérivés	14	13,7	13,7	-	0,6	13,1
PASSIFS		483,4	483,4	469,6	0,6	13,1

(1) Ces instruments financiers sont rattachés à la sous-catégorie « détenus à des fins de transaction » (Trading).

En M€	Notes	Valeur au bilan	Juste valeur	Prêts et créances ou dettes au coût amorti	Juste valeur par le biais du compte de résultat ⁽¹⁾	Juste valeur par OCI
Actifs financiers non courants	6	26,6	26,6	2,6	5,0	18,9
Instruments financiers dérivés	14	4,7	4,7	-	0,3	4,3
Trésorerie et équivalents	9	201,0	201,0	-	201,0	-
ACTIFS		232,3	232,3	2,6	206,4	23,3
Dettes financières à long terme	11	423,8	423,8	423,8	-	-
Dettes financières à court terme et intérêts courus	11	91,5	91,5	91,5	-	-
Instruments financiers dérivés	14	7,1	7,1	-	1,1	6,0
PASSIFS		522,4	522,4	515,3	1,1	6,0

(1) Ces instruments financiers sont rattachés à la sous-catégorie « détenus à des fins de transaction » (Trading).

NOTE 14.2 POLITIQUE DE GESTION DES RISQUES DE MARCHÉ

Le groupe utilise des instruments financiers dans le cadre de sa gestion du risque de taux et du risque de change. La politique de gestion des risques de marché s'effectue dans le cadre de règles prudentielles approuvées par le conseil d'administration. En particulier, les ventes d'instruments optionnels sont limitées à des stratégies de tunnels ou à des reventes d'instruments achetés antérieurement faisant l'objet d'autorisation au cas par cas.

L'ensemble des opérations de couverture est passé avec des banques internationales de premier plan.

S'agissant du risque de change, le groupe s'attache à couvrir son exposition commerciale nette budgétaire sur un horizon maximum de 36 mois glissants. Cette gestion se fait par la souscription de contrats de couverture de change de type ferme ou optionnel dans le respect du cadre fixé par le conseil d'administration.

Le groupe ne couvre pas le risque de change lié à la conversion en euros des états financiers des sociétés dont la devise n'est pas l'euro.

La politique de couverture du groupe ne permet de couvrir que le risque de change à court terme. Elle ne peut prétendre mettre le groupe à l'abri des effets économiques des tendances monétaires longues sur le chiffre d'affaires et les marges du groupe.

NOTE 14.3 VENTILATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS (TAUX D'INTERET ET TAUX DE CHANGE)

En M€	2022	2021
Actif		
Instruments dérivés sur taux d'intérêts	-	-
Instruments dérivés sur taux de change	3,8	4,7
TOTAL	3,8	4,7
Passif		
Instruments dérivés sur taux d'intérêts	-	-
Instruments dérivés sur taux de change	13,7	7,1
TOTAL	13,7	7,1

NOTE 14.4 INSTRUMENTS DERIVES SUR TAUX D'INTERETS

Au 31 mars 2022, le groupe n'a pas d'instruments financiers dérivés sur taux d'intérêt en portefeuille.

NOTE 14.5 INSTRUMENTS DERIVES SUR TAUX DE CHANGE

Pour la couverture des flux commerciaux, le groupe utilise des instruments optionnels et à terme. Les flux commerciaux de l'exercice qui ne sont pas encore encaissés à la date de clôture sont couverts par des *swaps* cambistes.

Par ailleurs, Rémy Cointreau SA, qui centralise le financement du groupe, et sa filiale Financière Rémy Cointreau effectuent des prêts ou emprunts intra-groupe libellés dans la devise de la contrepartie. Le groupe adosse de manière parfaite des *swaps* de devises à ces prêts ou emprunts. Ces opérations ont une durée d'un mois à un an.

Ventilation des instruments liés à la couverture du risque de change en portefeuille au 31 mars 2022 :

(en millions d'euros)	Nominal ⁽¹⁾	Valeur initiale	Valeur de marché	dont CFH ⁽²⁾	dont Trading ⁽²⁾
Options de vente et tunnels optionnels					
Vendeur USD (vs EUR)	216,2	-	0,9	0,9	-
Autres devises (vs EUR)	98,1	-	0,4	0,4	-
	314,3	-	1,3	1,3	-
Ventes à terme					
Vendeur USD (vs EUR)	265,7	-	(7,5)	(7,5)	-
Autres devises (vs EUR)	141,1	-	(3,3)	(3,3)	-
	406,8	-	(10,8)	(10,8)	-
Swaps cambistes (vendeurs) acheteurs sur flux commerciaux ⁽³⁾					
Vendeur USD (vs EUR)	(89,1)	-	0,0	-	0,0
Autres devises (vs EUR)	(24,7)	-	(0,1)	-	(0,1)
	(113,8)	-	(0,0)	-	(0,0)
Swap de devises - achat (vente) sur activités de financement ⁽³⁾					
Vendeur USD (vs EUR)	29,2	-	(0,4)	-	(0,4)
Autres devises (vs EUR)	(80,2)	-	0,0	-	0,0
	(51,0)	-	(0,3)	-	(0,3)
Total	556,4	-	(9,9)	(9,5)	(0,4)

⁽¹⁾ Nominal en devise converti au cours de clôture

⁽²⁾ Fair Value Hedge: couverture de juste valeur ; Cash Flow Hedge : couverture des flux de trésorerie futurs ;

Trading : détenu à des fins de transaction

⁽³⁾ Ecart entre le cours de clôture et le cours à terme

Ventilation des instruments liés à la couverture du risque de change en portefeuille au 31 mars 2021 :

(en millions d'euros)	Nominal ⁽¹⁾	Valeur initiale	Valeur de marché	dont CFH ⁽²⁾	dont Trading ⁽²⁾
Options de vente et tunnels optionnels					
Vendeur USD (vs EUR)	191,8	3,8	1,2	1,2	-
Autres devises (vs EUR)	57,0	1,1	0,3	0,3	-
	248,9	4,9	1,5	1,5	-
Ventes à terme					
Vendeur USD (vs EUR)	157,7	-	(1,8)	(1,8)	-
Autres devises (vs EUR)	78,5	-	(1,4)	(1,4)	-
	236,2	-	(3,2)	(3,2)	-
Swaps cambistes (vendeurs) acheteurs sur flux commerciaux ⁽³⁾					
Vendeur USD (vs EUR)	(71,3)	-	(0,2)	-	(0,2)
Autres devises (vs EUR)	(19,4)	-	(0,1)	-	(0,1)
	(90,8)	-	(0,3)	-	(0,3)
Swap de devises - achat (vente) sur activités de financement ⁽³⁾					
Vendeur USD (vs EUR)	22,7	-	(0,5)	-	(0,5)
Autres devises (vs EUR)	(57,9)	-	0,0	-	0,0
	(35,2)	-	(0,5)	-	(0,5)
Total	359,1	4,9	(2,4)	(1,7)	(0,8)

⁽¹⁾ Nominal en devise converti au cours de clôture

⁽²⁾ Fair Value Hedge: couverture de juste valeur ; Cash Flow Hedge : couverture des flux de trésorerie futurs ;

Trading : détenu à des fins de transaction

⁽³⁾ Ecart entre le cours de clôture et le cours à terme

Sensibilité au risque de change

Compte tenu des couvertures en place, une variation de 10 % à la hausse ou à la baisse de la parité EUR/USD produirait les effets suivants, l'impact en résultat net provenant essentiellement de la part inefficace des couvertures de flux futurs :

	2022		2021	
	Parité EUR/USD		Parité EUR/USD	
Valeur de référence	1,1102		1,1730	
	+ 10 %	- 10 %	+ 10 %	- 10 %
Cours EUR/USD	1,22	1,00	1,29	1,06
Résultat net	(2,6)	0,2	(1,6)	(1,8)
Capitaux propres hors résultat net	21,4	(21,2)	18,0	(17,7)
Variation de valeur des instruments financiers	35,8	(40,9)	30,5	(36,4)
Valeur nominale à la clôture :				
• des instruments USD en portefeuille	357,1	436,5	252,9	309,1
• des créances USD potentiellement exposées	95,2	116,3	63,6	77,7

NOTE 14.6 RISQUE DE LIQUIDITE

Conformément à IFRS 7, les passifs sont présentés pour leur valeur comptable à la clôture, hors actualisation des flux. Les tirages en cours au 31 mars 2021 sont supposés être renouvelés jusqu'à l'échéance des lignes correspondantes. Les intérêts en résultant sont calculés sur la base des conditions connues à la clôture du présent exercice.

Le risque de liquidité est induit principalement par la disponibilité des ressources financières.

La plupart des activités du groupe se caractérisent par un niveau élevé de capitaux employés, en particulier des stocks en cours de vieillissement. Rémy Cointreau veille constamment à l'équilibre de sa structure financière, privilégie les ressources à long terme et combine des ressources à taux fixes et à taux variables. Le refinancement des ressources qui viennent à échéance est systématiquement anticipé. Le groupe se finance auprès d'établissements de premier plan.

Le tableau ci-dessous présente l'échéancier contractuel des décaissements relatifs aux passifs financiers comptabilisés au 31 mars 2022.

En M€	Avant le 31 mars 2023	Avant le 31 mars 2024	Avant le 31 mars 2025	Avant le 31 mars 2026	Au-delà	Total
Dette financière et intérêts courus	97,1	65,0	80,0	-	204,8	446,9
Fournisseurs et autres dettes d'exploitation	683,3	-	-	-	-	683,3
Passifs comptabilisés au 31 mars 2022	780,4	65,0	80,0	-	204,8	1 130,3
Intérêts futurs sur dette financière	5,8	3,9	2,8	0,6	1,3	14,5
Total décaissements	786,2	68,9	82,8	0,6	206,2	1 144,7

Les ressources confirmées et leur disponibilité sont les suivantes (voir également la note 11 pour la description des dettes financières) :

En M€	2022	2021
Ressources à taux fixes	340,9	440,0
Ressources à taux variables	140,0	100,0
Total	480,9	540,0
Dont long terme	440,9	520,0
Dont court terme	40,0	20,0
Total	480,9	540,0
Dont disponibilité soumise au respect du ratio A	260,0	180,0
Dont disponibilité sans condition de ratio	220,9	360,0
Total	480,9	540,0
Dont non utilisé au 31 mars	140,0	100,0
Dont non utilisé au 31 mars en % des ressources disponibles	29%	19%

La disponibilité de certains financements est conditionnée par le respect d'un ratio dit ratio A (Endettement net moyen/EBITDA), mesuré tous les semestres, qui doit être inférieur à 3,5 dans le cadre du placement privé obligataire (note 11.6) et inférieur à 4,0 dans le cadre du crédit syndiqué et du nouveau prêt bilatéral (notes 11.7 et 11.8). Le ratio A s'établit à 0,79 au 31 mars 2022. Le groupe est confiant dans sa capacité à respecter ce ratio à court, moyen et long terme ainsi que dans sa capacité à renouveler les financements qui viennent à échéance dans les années qui viennent.

Le groupe Rémy Cointreau dispose par ailleurs de 245 millions de lignes bilatérales non confirmées au 31 mars 2022.

La notation du groupe est revue annuellement. Au 31 mars 2022, Moody's attribue la note Baa3, perspective stable.

NOTE 15 INFORMATION SECTORIELLE

Ventilation par secteurs

Conformément aux dispositions de IFRS 8, le groupe Rémy Cointreau présente certains éléments de ses états financiers consolidés détaillés par « secteur » d'activité ou géographique.

A) Secteur d'activité

Les secteurs à présenter sont les secteurs opérationnels pour lesquels des informations financières distinctes sont disponibles en interne et que le « principal décideur opérationnel » utilise pour prendre des décisions opérationnelles. Le principal décideur opérationnel de Rémy Cointreau est le comité exécutif. Ce comité examine les performances opérationnelles et affecte les ressources sur la base d'informations financières analysées au niveau des activités Rémy Martin, Liqueurs et Spiritueux et Marques partenaires. En conséquence le groupe a identifié ces activités comme étant les secteurs opérationnels à présenter. Par ailleurs, un secteur « Holding » comprend les frais centraux qui ne sont pas alloués aux différents secteurs.

Les principales marques de l'activité « Liqueurs et Spiritueux » sont Cointreau, Metaxa, St-Rémy, Mount Gay, Bruichladdich, The Botanist, Westland, Domaine des Hautes Glaces, Belle de Brillet et Telmont.

L'activité « Marque partenaires » inclut les marques non contrôlées par le groupe, et par extension celles dont l'élaboration n'est pas pleinement assurée par le groupe. Ces marques sont distribuées à travers son réseau de distribution propre dans le cadre de contrats à durée déterminée.

Les informations données par secteur d'activité sont identiques à celles présentées au comité exécutif.

B) Secteur géographique

La ventilation du chiffre d'affaires par zone géographique se fait selon la zone de destination des marchandises vendues. La ventilation des éléments de bilan se fait selon la zone géographique des entités qui portent ces éléments.

Le détail des zones géographiques présentées est : Europe Moyen-Orient Afrique, Amériques, Asie Pacifique. « Asie Pacifique » regroupe l'Asie, l'Australie, la Nouvelle-Zélande.

NOTE 15.1 ACTIVITES

Note 15.1.1 Ventilation du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel courant

En M€	Chiffre d'affaires		Résultat opérationnel courant	
	2022	2021	2022	2021
Cognac	948,3	735,0	323,0	221,0
Liqueurs et Spiritueux	333,2	248,3	35,5	33,0
S/total marques groupe	1 281,5	983,3	358,4	254,0
Marques partenaires	31,3	26,9	(0,0)	(0,8)
Holding	-	-	(24,0)	(17,1)
TOTAL	1 312,9	1 010,2	334,4	236,1

Il n'y a pas de ventes intersectorielles.

Note 15.1.2 Ventilation du bilan

AU 31 MARS 2022

<i>En M€</i>	Cognac	Liqueurs et Spiritueux	Marques par- tenaires	Non réparti	Total
Actifs non courants	485,5	418,5	0,3	78,2	982,5
Actifs circulants	1 577,3	237,6	9,9	51,2	1 875,9
Instruments financiers dérivés	0,0	0,0	0,0	3,8	3,8
Trésorerie et équivalents	0,0	0,0	0,0	116,3	116,3
Total de l'actif	2 062,8	656,1	10,2	249,5	2 978,6
Capitaux propres	0,0	0,0	0,0	1 661,8	1 661,8
Dettes financières et intérêts courus	0,0	0,0	0,0	469,6	469,6
Provisions pour risques et charges	35,8	10,9	0,8	0,0	47,5
Impôts différés et courants	0,0	0,0	0,0	102,6	102,6
Fournisseurs et autres dettes d'exploitation	564,7	93,0	6,3	19,3	683,3
Instruments financiers dérivés	0,0	0,0	0,0	13,7	13,7
Total du passif et des capitaux propres	600,5	103,9	7,1	2 267,0	2 978,6
Droit d'utilisation, marques et autres incorporels non inclus dans la base de calcul de la "rentabilité des capitaux employés" (ROCE)	252,5	258,6	0,2	0,0	511,3
Base de calcul du ROCE	1 209,8	293,5	2,9		1 506,2

AU 31 MARS 2021

<i>En M€</i>	Cognac	Liqueurs et Spiritueux	Marques par- tenaires	Non réparti	Total
Actifs non courants	465,2	396,4	0,5	57,8	919,9
Actifs circulants	1 425,1	189,4	10,4	30,7	1 655,6
Instruments financiers dérivés	-	-	-	4,7	4,7
Trésorerie et équivalents	-	-	-	201,0	201,0
Total de l'actif	1 890,2	585,9	10,9	294,1	2 781,1
Capitaux propres	-	-	-	1 549,2	1 549,2
Dettes financières et intérêts courus	-	-	-	515,3	515,3
Provisions pour risques et charges	28,7	8,5	1,7	-	38,9
Impôts différés et courants	-	-	-	84,5	84,5
Fournisseurs et autres dettes d'exploitation	490,7	66,9	7,3	21,1	586,1
Instruments financiers dérivés	-	-	-	7,1	7,1
Total du passif et des capitaux propres	519,5	75,5	9,0	2 177,2	2 781,1
Droit d'utilisation, marques et autres incorporels non inclus dans la base de calcul de la "rentabilité des capitaux employés" (ROCE)	248,3	256,0	0,3	-	504,7
Base de calcul du ROCE	1 122,4	254,4	1,6		1 378,4

Note 15.1.3 Rentabilité des capitaux employés (ROCE)

La mesure de rentabilité des capitaux employés est effectuée à partir des indicateurs suivants :

- Résultat opérationnel courant par activité (note 15.1.1)
- Ventilation du bilan par activité hors certains incorporels (note 15.1.2)

Les résultats opérationnels courants et les capitaux employés sont identifiés par branche d'activité sur base analytique. Les résultats et les capitaux employés des activités réseau de distribution et holding sont répartis en fonction du prorata de chiffre d'affaires et des stocks réels.

La rentabilité des capitaux employés est un indicateur clé pour le management du groupe. Il est notamment utilisé comme l'un des principaux indicateurs de mesure de la performance pour chaque activité.

AU 31 MARS 2022

En M€	Capitaux employés	Résultat opérationnel courant	%
Cognac	1 209,8	323,0	26,7%
Liqueurs et spiritueux	293,5	35,5	12,1%
S/Total marques groupe	1 503,3	358,4	23,8%
Marques partenaires	2,9	(0,0)	(1,4%)
Holding	-	(24,0)	-
Total	1 506,2	334,4	22,2%

AU 31 MARS 2021

En M€	Capitaux employés	Résultat opérationnel courant	%
Cognac	1 122,4	221,0	19,7%
Liqueurs et spiritueux	254,4	33,0	13,0%
S/Total marques groupe	1 376,8	254,0	18,4%
Marques partenaires	1,6	(0,8)	(49,6%)
Holding	-	(17,1)	-
Total	1 378,4	236,1	17,1%

Note 15.1.4 Investissements et charge d'amortissement

En M€	Investissements en immobilisations corporelles et incorporelles		Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	
	2022	2021	2022	2021
Cognac	37,2	30,8	20,4	17,6
Liqueurs et Spiritueux	23,2	18,1	11,0	9,4
Marques partenaires	0,0	0,1	0,1	0,1
Total	60,5	49,0	31,5	27,1

NOTE 15.2 ZONES GEOGRAPHIQUES

Chiffre d'affaires

En M€	2022	2021
Europe - Moyen-Orient - Afrique ⁽¹⁾	234,1	188,3
Amériques	683,3	522,0
Asie Pacifique	395,5	299,9
TOTAL	1 312,9	1 010,2

(1) le chiffre d'affaires sur la France s'élève à 14,1 millions d'euros au 31 mars 2022 (mars 2021 : 9,2 millions d'euros)

Bilan

AU 31 MARS 2022

En M€	Europe				Total
	Moyen-Orient Afrique	Amériques	Asie Pacifique	Non réparti	
Actifs non courants	807,6	85,7	12,6	0,0	982,5
Actifs circulants	1 577,6	145,9	152,5	0,0	1 875,9
Instruments financiers dérivés	0,0	0,0	0,0	3,8	3,8
Trésorerie et équivalents	0,0	0,0	0,0	116,3	116,3
Total de l'actif	2 385,2	231,6	165,1	120,1	2 978,6
Capitaux propres	0,0	0,0	0,0	1 661,8	1 661,8
Dettes financières et intérêts courus	0,0	0,0	0,0	469,6	469,6
Provisions pour risques et charges	33,4	0,0	14,1	0,0	47,5
Impôts différés et courants	69,4	0,4	32,8	0,0	102,6
Fournisseurs et autres dettes d'exploitation	433,3	73,7	176,3	0,0	683,3
Instruments financiers dérivés	0,0	0,0	0,0	13,7	13,7
Total du passif et des capitaux propres	536,1	74,1	223,3	2 145,1	2 978,6

AU 31 MARS 2021

En M€	Europe				Total
	Moyen-Orient Afrique	Amériques	Asie Pacifique	Non réparti	
Actifs non courants	799,5	88,3	32,1	-	919,9
Actifs circulants	1 455,6	93,4	106,5	-	1 655,6
Instruments financiers dérivés				4,7	4,7
Trésorerie et équivalents				201,0	201,0
Total de l'actif	2 255,1	181,8	138,5	205,7	2 781,1
Capitaux propres				1 549,2	1 549,2
Dettes financières et intérêts courus				515,3	515,3
Provisions pour risques et charges	33,3	-	5,6		38,9
Impôts différés et courants	62,5	0,3	21,7		84,5
Fournisseurs et autres dettes d'exploitation	401,8	64,6	119,6		586,1
Instruments financiers dérivés				7,1	7,1
Total du passif et des capitaux propres	497,6	65,0	146,9	2 071,6	2 781,1

Investissements et charge d'amortissement

En M€	Investissements en immobilisations corporelles et incorporelles		Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	
	2022	2021	2022	2021
Europe - Moyen-Orient - Afrique	49,0	30,8	24,9	17,6
Amériques	8,2	18,1	4,1	9,4
Asie Pacifique	3,3	0,1	2,5	0,1
Total	60,5	49,0	31,5	27,1

NOTE 16 CHARGES D'EXPLOITATION PAR NATURE

Les frais commerciaux comprennent les frais de promotion et de publicité, les commissions payées et reçues, les provisions courantes pour dépréciation des stocks et créances clients ainsi que les frais généraux des sociétés de distribution du groupe.

Les frais administratifs comprennent tous les frais généraux des holdings et des sociétés de production.

Les autres produits et charges correspondent à des revenus provenant d'activités périphériques.

En M€	2022	2021
Frais de personnel	(243,9)	(213,1)
Dépenses de publicité et de promotion	(268,8)	(191,0)
Amortissement et dépréciation des immobilisations	(40,0)	(34,0)
Autres frais	(85,8)	(69,0)
Frais réalloués aux stocks et au prix de revient	71,9	63,1
TOTAL	(566,7)	(444,1)
dont :		
Frais commerciaux	(433,2)	(341,6)
Frais administratifs	(133,5)	(102,5)
TOTAL	(566,7)	(444,1)

Les frais de personnel comprennent notamment les salaires et charges sociales, les coûts des plans de retraites, les charges liées aux plans d'attribution gratuite d'actions, les avantages en nature.

NOTE 17 EFFECTIFS

Les effectifs sont exprimés à la date de clôture et portent sur les sociétés consolidées par intégration globale.

	2022	2021
France	794	745
Europe (hors France) - Afrique	315	305
Amériques	340	347
Asie Pacifique	475	435
TOTAL	1 924	1 832

NOTE 18 AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

Le poste « Autres produits et charges opérationnels » comprend les éléments dont la nature, la fréquence et le montant ne peuvent être considérés comme faisant partie des activités courantes du groupe et qui affectent la comparabilité des exercices. Il s'agit notamment des provisions pour dépréciation des marques et autres éléments d'actif immobilisé enregistrées à la suite des tests de valeur, des provisions pour restructurations et pour litiges, des plus ou moins-values de cession significatives d'éléments d'actifs autres que ceux relatifs aux activités cédées ou en cours de cession (note 1.6).

En M€	2022	2021
Frais relatifs à l'acquisition de Brillet	-	(0,4)
Frais relatifs à l'acquisition de J.de Telmont	-	(1,1)
Provisions pour risques douaniers internationaux portant sur des périodes antérieures	(13,6)	-
Reprise provision pour risques	0,1	1,2
Dépréciation d'écart d'acquisition	(0,5)	
Autres éléments	-	0,1
TOTAL	(14,1)	(0,2)

NOTE 19 RESULTAT FINANCIER

NOTE 19.1 COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET PAR NATURE DE FINANCEMENT

En M€	2022	2021
Emprunts obligataires	(2,8)	(2,8)
OCEANE	(2,9)	(4,3)
Placement privé obligataire	(2,4)	(2,4)
Autres emprunts	(0,2)	-
Crédit syndiqué et lignes non confirmées	(0,6)	(0,5)
Compte courant d'associé	(0,0)	(0,1)
Charge financière des entités <i>ad hoc</i>	(0,9)	(1,5)
Effet de désactualisation dette de loyer IFRS 16	(0,8)	(0,7)
Coût de l'endettement financier brut	(10,5)	(12,1)
Intérêts sur placements de trésorerie	0,1	0,1
Coût de l'endettement financier net	(10,4)	(12,0)

Les revenus issus des contrats de sous-locations IFRS 16 s'élèvent à 0,1 million d'euros et sont présentés dans l'effet net de désactualisation des dettes de loyer IFRS 16.

Les dettes financières sont décrites en note 11.

NOTE 19.2 AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS

Le montant présenté en perte et gains de change comprend principalement l'effet de l'application de la norme IFRS 9 sur le portefeuille d'instruments financiers dérivés de change, pour la partie dite « non efficace », ainsi que le résultat de change dégagé sur les flux financiers. Les pertes et gains de change liés aux flux opérationnels sont comptabilisés en marge brute (note 1.4).

En M€	2022	2021
Perte de change	(0,7)	(0,4)
Autres charges financières des entités <i>ad hoc</i>	(1,5)	(1,5)
Autres	(0,6)	(0,7)
Autres produits et charges financiers	(2,8)	(2,6)

NOTE 20 IMPOTS SUR LES BENEFICES

En application de la norme IAS 12, le groupe constate des impôts différés sur toutes les différences temporaires entre les valeurs des actifs et des passifs dans les comptes consolidés et leurs valeurs fiscales dans les comptes des entités consolidées.

Le taux d'impôt utilisé est le taux d'impôt légal en vigueur à la date où la différence temporaire s'inversera, qui est généralement celui de l'exercice en cours ou celui de l'exercice suivant, lorsqu'il est certain. Les effets des changements de taux sont enregistrés dans la charge d'impôt de l'exercice au cours duquel ils sont connus.

Pour le groupe Rémy Cointreau, la principale source d'imposition différée est la différence entre la valeur des marques dans les comptes consolidés, provenant le plus souvent de l'imputation des écarts de première consolidation, et leur valeur fiscale qui est généralement nulle.

Conformément à IAS 12, il est également constaté un passif d'impôt de distribution sur la différence entre la valeur comptable et la valeur fiscale des titres des sociétés mises en équivalence. Dans le cas d'entités intégrées globalement, le passif d'impôt de distribution n'est constaté qu'à hauteur des distributions qui sont certaines à la date de clôture.

Les économies d'impôts résultant de déficits fiscaux reportables sont enregistrées en impôts différés actifs s'il est probable que le groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces déficits pourront être imputés.

NOTE 20.1 EFFET NET DES IMPOTS SUR LES BENEFICES

En M€	2022	2021
(Charge) produit net d'impôt courant	(103,0)	(87,3)
(Charge) produit net d'impôt différé	7,4	9,7
Impôts sur le résultat	(95,6)	(77,6)
Taux d'impôt effectif publié	-31,1%	-35,1%
Taux d'impôt effectif hors éléments non récurrents	-29,3%	-33,5%

L'évolution du taux d'impôt légal en France, au Royaume-Uni et en Grèce a entraîné une revalorisation des impôts différés conduisant à la comptabilisation d'une charge nette d'impôt différé de (4,9) millions d'euros sur l'exercice (mars 2021 : (3,6) millions d'euros).

Ces impacts sont retraités dans le calcul du taux d'impôt effectif hors éléments non récurrents et du résultat net hors éléments non récurrents (note 21).

NOTE 20.2 REGIME FISCAL

Rémy Cointreau a opté pour le régime de fiscalité de groupe pour certaines de ses filiales contrôlées directement ou indirectement à 95 % au moins. Ce régime permet de réduire, dans certaines limites, les charges d'impôts des sociétés bénéficiaires grâce aux déficits des autres sociétés. L'économie en résultant est constatée au cours de l'exercice de compensation.

NOTE 20.3 ANALYSE DE L'ORIGINE ET VENTILATION DES IMPOTS DIFFERES

En M€	2022	2021
Répartition par nature		
Provisions pour retraite	5,7	7,1
Provisions réglementées	(24,6)	(26,4)
Autres provisions	11,3	4,9
Marques	(75,8)	(75,3)
Immobilisations	(4,0)	(3,9)
Emprunt obligataire convertible (OCEANE)	(1,5)	(1,8)
Marges sur stocks	33,0	27,9
Déficits reportables	4,6	0,2
Instruments financiers	4,0	2,1
Autres différences temporaires	31,9	37,6
Position nette - active (passive)	(15,5)	(27,6)
Répartition par groupe fiscal		
Intégration fiscale France	(42,7)	(43,8)
Intégration fiscale États-Unis	6,2	7,5
Autres sociétés	21,0	8,7
Position nette - active (passive)	(15,5)	(27,6)
Actifs d'impôt différés	40,4	29,5
Passifs d'impôt différés	(56,0)	(57,1)
Position nette - active (passive)	(15,5)	(27,6)

NOTE 20.4 DEFICITS FISCAUX ET MOINS-VALUES REPORTABLES

Au 31 mars 2022 les déficits fiscaux reportables s'élevaient à 55,2 millions d'euros (2021 : 30,2 millions d'euros). L'économie d'impôt potentielle découlant de l'utilisation de ces déficits est de 11,4 millions d'euros (2021 : 4,6 millions d'euros). Sur ces déficits, le groupe a reconnu un actif net de 4,6 millions d'euros qu'il projette de recouvrer d'ici mars 2023.

NOTE 20.5 PREUVE D'IMPOT

Au 31 mars 2022, les impôts sur le résultat représentent une charge de 95,6 millions d'euros. La différence avec l'impôt théorique correspondant au taux français (28,41% pour 2022 et 32,02% pour 2021) s'analyse comme suit :

En M€	2022	2021
Impôt théorique	(87,2)	(70,8)
Impôt réel	(95,6)	(77,6)
Écart	(8,3)	(6,8)
Différences permanentes entre les résultats consolidés et les résultats imposables	(5,2)	(5,1)
Utilisation de pertes fiscales ou différences temporaires antérieurement non activées	0,7	0,3
Pertes de filiales fiscalement déficitaires et non activées	(1,5)	(1,4)
Écart de taux d'imposition de filiales étrangères	2,8	3,9
Ajustement de la charge d'impôt sur exercices antérieurs	(0,2)	(0,8)
Effet des changements de taux d'impôt sur les impôts différés (France, Grèce, Royaume-Uni)	(4,9)	(3,6)
TOTAL	(8,3)	(6,8)

NOTE 21 RESULTAT NET HORS ELEMENTS NON RECURRENTS

Le résultat net hors éléments non récurrents correspond au résultat net corrigé des autres produits et charges opérationnels décrits en note 20, des effets d'impôt associés, du résultat des activités cédées ou en cours de cession et de la contribution sur distribution de dividende en numéraire.

NOTE 21.1 RECONCILIATION AVEC LE RESULTAT NET

Le résultat net hors éléments non récurrents – part attribuable aux propriétaires de la société mère se réconcilie comme suit avec le résultat net – part attribuable aux propriétaires de la société mère :

En M€	2022	2021
Résultat net – part attribuable aux propriétaires de la société mère	212,5	144,5
Résultat enregistré en "Autres produits et charges opérationnels" (note 18)	14,1	0,2
Impôt sur "autres produits et charges opérationnels »	(3,4)	(0,1)
Effet des changements de taux d'impôt sur les impôts différés en France, au Royaume-Uni et en Grèce	4,9	3,6
Résultat net hors éléments non récurrents – part attribuable aux propriétaires de la société mère	228,1	148,2

NOTE 21.2 RESULTAT NET HORS ELEMENTS NON RECURRENTS PAR ACTION – PART ATTRIBUABLE AUX PROPRIETAIRES DE LA SOCIETE MERE

En M€	notes	2022	2021
Résultat net hors éléments non récurrents			
• part attribuable aux propriétaires de la société mère		228,1	148,2
Nombre d'actions			
• de base	10.2	50 439 010	50 070 497
• dilué	10.2	51 727 100	52 646 147
Par action (en €)			
• de base		4,52	2,96
• dilué		4,41	2,82

NOTE 22 VARIATION DU BESOIN EN FOND DE ROULEMENT

En M€	2021	Variation du BFR sur					2022
		éléments opérationnels	flux d'investissements	flux financiers	Variations non cash	Ecarts de conversion	
Stocks (note 7)	1 492,5	118,0	-	-	(0,5)	5,4	1 615,5
Clients et autres créances d'expl. (note 8)	158,1	86,8	-	-	(1,5)	10,2	253,6
Fournisseurs et autres dettes d'expl. (note 13)	(586,1)	(74,6)	(6,0)	(1,5)	1,1	(16,2)	(683,3)
S/total	1 064,6	130,2	(6,0)	(1,5)	(0,9)	(0,6)	1 185,7
Réintégration d'éléments non cash du résultat brut d'exploitation		10,1					
Variation du besoin en fonds de roulement		140,4					

NOTE 23 RETRAITES ET ENGAGEMENTS ASSIMILES

La valorisation des engagements de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi est déterminée par l'utilisation de méthodes actuarielles impliquant des hypothèses en matière de taux d'actualisation, taux de rendement attendu des actifs, taux d'augmentation des salaires, taux de mortalité, etc. Compte tenu du caractère long terme de ces engagements, toute modification de ces hypothèses peut faire varier la valorisation de manière significative.

Conformément à la législation et aux pratiques de chaque pays, Rémy Cointreau participe à des régimes d'avantages salariaux garantissant des pensions de retraite et d'autres prestations postérieures à l'emploi, à cotisations ou à prestations définies. Les actifs des régimes de retraite préfinancés sont gérés dans des fonds distincts par des gestionnaires indépendants ou des compagnies d'assurance.

Les modalités d'évaluation et de comptabilisation suivies par le groupe sont celles édictées par la norme IAS 19R.

En application de cette norme :

- les charges liées aux régimes à cotisations définies sont comptabilisées en charges au fur et à mesure de leur paiement ;
- les engagements de chaque régime à prestations définies sont déterminés par des actuaires, selon la méthode des unités de crédit projetées. Ces calculs sont basés sur des hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et de projection des augmentations de salaires. Ils tiennent compte de la situation économique de chaque pays. Pour les sociétés de la zone euro, le taux d'actualisation retenu est déterminé par rapport à l'indice iBoxx pour des obligations d'une maturité proche de celle du passif évalué.

Les écarts actuariels calculés lors de la valorisation des régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies (écarts d'expérience et effet des changements d'hypothèses) sont imputés aux capitaux propres.

En avril 2021, le comité d'interprétation des IFRS (IFRS IC) a clarifié la période au cours de laquelle doit être comptabilisé l'engagement relatif à certains régimes de retraite à prestations définies. L'application de cette décision au niveau du groupe Rémy Cointreau concerne uniquement le régime français des indemnités de fin de carrière et a conduit à réduire la provision correspondante d'environ 1 million d'euros par contrepartie d'une augmentation de capitaux propres.

NOTE 23.1 ENGAGEMENTS AU TITRE DES REGIMES A PRESTATIONS DEFINIES

Au 31 mars 2022, les régimes à prestations définies, qui font l'objet d'une évaluation actuarielle, concernent principalement :

- Les indemnités de fin de carrière et médailles du travail dues en France au titre des conventions collectives concernant un effectif de 729 personnes ;
- Des régimes de retraite complémentaire à prestations définies accordés par le groupe en France, en Allemagne, en Belgique et en Suisse concernant 252 personnes dont 94 actifs et 158 retraités ou différés ;
- Un régime de santé post-emploi en France concernant une population fermée de 24 retraités.

La répartition par type de régime du passif constaté dans les comptes consolidés est la suivante :

En M€	2022	2021
Indemnités de fin de carrière	9,5	11,4
Retraites complémentaires	15,9	16,6
Médailles du travail	0,7	0,7
Frais médicaux des retraités	0,3	0,4
TOTAL	26,4	29,1

Le passif lié à ces engagements est localisé en France pour 21,4 millions d'euros dont 9,5 millions d'euros pour les indemnités de fin de carrière, 10,9 millions d'euros pour les retraites complémentaires et 1,0 million d'euros pour les autres avantages.

<i>En M€</i>	2022	2021
Dette actuarielle début de période	38,6	39,2
Coût normal	2,6	2,6
Intérêt sur la dette actuarielle	0,2	0,4
Effet des modifications de régimes	-	-
Cotisations perçues	1,1	0,4
Prestations payées	(2,9)	(4,0)
Pertes et (gains) actuariels (*)	(2,8)	(0,0)
Écarts de conversion/Variation de périmètre	-	0,0
Dette actuarielle fin de période	36,7	38,6
dont non financé	16,7	19,4
dont partiellement financé	19,9	19,1
Valeur des actifs de couverture début de période	10,0	9,3
Rendement	0,1	0,0
Cotisations perçues	2,2	2,2
Effet des modifications de régimes	-	-
Prestations payées	(1,2)	(2,0)
(Pertes) et gains actuariels	0,1	0,4
Écarts de conversion	(0,0)	0,0
Valeur des actifs de couverture fin de période	11,1	10,0
Engagements de retraite	25,6	28,6
PASSIF	26,4	29,1
ACTIF	0,8	0,5

(*) dont (1,0) relatif à l'application de l'interprétation IFRIC IC d'avril 2021.

Les actifs de couverture sont détenus par des compagnies d'assurance qui les investissent dans leur actif général. Ils sont localisés en France pour 1,8 millions d'euros.

NOTE 23.2 COUT DE LA PERIODE

En M€	2022	2021
Coût normal	(2,6)	(2,6)
Intérêt sur la dette actuarielle	(0,2)	(0,4)
Rendement attendu des placements	0,1	0,0
Effet des modifications de régime	-	-
Produit (charge) de la période	(2,7)	(3,0)
Prestations	1,7	2,0
Contribution employeur	1,1	1,8
Produit (charge) nette de la période	0,0	0,8
Hypothèses actuarielles		
Taux d'actualisation moyen	1,31%	0,60%
Taux moyen de revalorisation des salaires	1,69%	1,67%
Espérance de durée moyenne d'activité	9 ans	8 ans
Taux de rendement attendu des placements	1,04%	0,44%
Paiements estimés pour les 5 prochains exercices :	10,0	10,6
Sensibilité à une augmentation de 0,50% du taux d'actualisation sur la dette actuarielle brute	(1,2)	(1,7)
Sensibilité à une augmentation de 0,50% du taux d'actualisation sur le coût normal	(0,1)	(0,2)

NOTE 24 ENGAGEMENTS HORS BILAN, ACTIFS ET PASSIFS EVENTUELS

NOTE 24.1 ENGAGEMENTS LIES AUX ACTIVITES OPERATIONNELLES

En M€	2022	2021
Engagements d'achat d'immobilisations	56,1	13,3
Engagements d'achat d'eaux-de-vie	243,7	362,1
Engagements d'achat autres vins et spiritueux	28,9	13,8
Autres engagements d'achat	25,3	24,4

Les engagements d'achat d'immobilisations concernent des acquisitions de fûts de vieillissement à Cognac, ainsi que des projets immobiliers pour les maisons Rémy Martin, Metaxa et Westland.

Ces engagements sont valorisés sur la base des prix connus à la date de clôture. Les engagements d'achat d'eaux-de-vie sont pour l'essentiel relatifs à des contrats pluriannuels conclus avec des bouilleurs de crus.

Les autres engagements d'achat comprennent des engagements d'achat d'articles de conditionnement, des engagements de dépenses de publicité et de promotion et d'autres engagements d'achat divers.

Ventilation par échéance pour les engagements au 31 mars 2022 :

En M€	Total	2023	Au-delà
Engagements d'achat d'immobilisations	56,1	21,0	35,1
Engagements d'achat d'eaux-de-vie	243,7	64,4	179,2
Engagements d'achat autres vins et spiritueux	28,9	20,2	8,8
Autres engagements d'achat	25,3	14,9	10,4

NOTE 24.2 ENGAGEMENTS LIES AU FINANCEMENT, CAUTIONS ET AUTRES GARANTIES SIMILAIRES

<i>En M€</i>	2022	2021
Cautions douanières	38,7	32,4
Cautions environnementales	2,8	2,7
Warrants agricoles sur stocks AFC	60,0	60,0
Autres garanties	5,2	1,7

Ventilation par échéance pour les engagements au 31 mars 2022 :

<i>En M€</i>	Total	2023	Au-delà
Cautions douanières	38,7	38,7	0,0
Cautions environnementales	2,8	-	2,8
Warrants agricoles sur stocks AFC	60,0	-	60,0
Autres garanties	5,2	3,7	1,5

NOTE 24.3 ACTIFS ET PASSIFS EVENTUELS RELATIFS AUX OPERATIONS DE CESSION

Dans le cadre d'opérations de cession, des garanties de passif sont généralement accordées aux acheteurs pour des durées et des montants définis dans les contrats. Les passifs fiscaux, douaniers et sociaux pouvant survenir à la suite de contrôles portant sur les périodes antérieures à la cession sont généralement couverts jusqu'à l'extinction des délais de prescription légaux.

Il n'y a pas de garanties octroyées et non prescrites au 31 mars 2022.

NOTE 24.4 AUTRES PASSIFS EVENTUELS

A la date de clôture, différentes sociétés du groupe, en France et à l'étranger, font l'objet de contrôles fiscaux portant sur des exercices antérieurs. Aucune provision n'a été comptabilisée à ce titre compte tenu en l'absence de notifications reçues à date.

Au 31 mars 2022, Rémy Cointreau était engagé dans diverses autres procédures contentieuses. Après examen de chaque cas au niveau de chaque filiale concernée, et après avis des conseils juridiques, les provisions jugées nécessaires ont, le cas échéant, été constituées pour couvrir les risques estimés.

Rémy Cointreau déclare ne pas avoir omis l'existence d'éléments hors-bilan significatifs dans la présentation de ses comptes consolidés.

NOTE 25 PARTIES LIEES

NOTE 25.1 RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES ASSOCIEES

Au 31 mars 2022, les principales entreprises associées au groupe Rémy Cointreau est la société Spirits Platform Pty Ltd.

Les transactions avec cette entreprise sont décrites en note 5.

NOTE 25.2 RELATIONS AVEC ORPAR ET ANDROMEDE

Andromède est actionnaire principal de Rémy Cointreau au travers d'Orpar. Les transactions entre Rémy Cointreau et ces deux sociétés sont les suivantes :

En M€	2022	2021
Prestations facturées	2,6	2,6
Convention de compte courant - dette	-	20,0
Compte clients autres créances	0,4	0,6

NOTE 25.3 RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES AYANT UN ACTIONNAIRE OU DES ADMINISTRATEURS COMMUNS

Andromède, actionnaire d'Orpar, est également actionnaire du groupe Oeneo, coté sur Euronext Paris, leader dans les activités de tonnellerie et de bouchage. À ce titre, différentes filiales du groupe Oeneo sont fournisseurs du groupe Rémy Cointreau.

En M€	2022	2021
Achats d'immobilisations	5,3	5,7
Autres achats	2,0	1,4
Compte fournisseurs	0,8	0,8

NOTE 25.4 ORGANES DE DIRECTION

Les organes de direction comprennent les membres du conseil d'administration et du comité exécutif.

Le comité exécutif comprend le directeur général assistée de 9 membres.

Les données ci-dessous comprennent les rémunérations dues aux membres des organes de direction pendant leur période de fonction dans ces organes.

Les avantages à court terme comprennent la rémunération fixe et variable, les avantages en nature et toutes les charges sociales directement induites par ces rémunérations.

En M€	2022	2021
Avantages à court terme	10,1	9,6
Indemnités de fin de contrat	-	-
Avantages postérieurs à l'emploi	2,2	1,6
Charge liée aux plans d'options et assimilés	5,5	2,1
Jetons de présence versés aux membres du conseil d'administration	0,6	0,5
TOTAL	18,3	13,8

NOTE 26 HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les honoraires dus aux commissaires aux comptes et aux membres de leur réseau au titre de l'exercice clos au 31 mars 2022 s'élèvent à 1,4 millions d'euros pour les missions de certification et 0,1 millions pour les autres missions.

	PricewaterhouseCoopers (1)				Mazars (2)			
	Montant (en K€)		%		Montant (en K€)		%	
	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021
Services de certification des comptes	816	834	93%	90%	553	505	100%	100%
- Rémy Cointreau SA	203	207			177	174		
- Filiales intégrées globalement	613	627			376	331		
Services autres que la certification des comptes (3)	66	93	7%	10%	1	0	0%	0%
- Rémy Cointreau SA	0	0			1	0		
- Filiales intégrées globalement	66	93			0	0		
Total	882	927	100%	100%	554	505	100%	100%

(1) Dont France 408 milliers d'euros au titre de la certification des comptes et 40 milliers d'euros au titre des services autres que la certification des comptes. Les services autres que la certification des comptes concernent pour l'essentiel les travaux de l'organisme tiers indépendant sur les informations sociales, sociétales et environnementales.

(2) Dont France 213 milliers d'euros au titre de la certification des comptes.

(3) Les services autres que la certification des comptes concernent principalement la mission de l'organisme tiers indépendant sur les informations sociales, sociétales et environnementales et des consultations en matière de conformité.

NOTE 27 ÉVÉNEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aucun événement notable n'est intervenu postérieurement à la clôture.

NOTE 28 LISTE DES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES

Au 31 mars 2022, le périmètre de consolidation inclut 48 sociétés (46 au 31 mars 2021). 47 sociétés sont en intégration globale et 1 en mise en équivalence. Ces sociétés clôturent leurs comptes au 31 mars à l'exception de Spirits Platform Pty Lyd qui clôture au 30 septembre.

Sociétés	Activité	% d'intérêt (en capital et en droits de vote)	
		2022	2021
EUROPE			
France			
Rémy Cointreau SA ⁽¹⁾	Holding/Finance	100,0	100,0
Rémy Cointreau Services ⁽¹⁾	Holding/Finance	100,0	100,0
CLS Rémy Cointreau ⁽¹⁾	Production/Distribution	100,0	100,0
Domaines Rémy Martin ⁽¹⁾	Exploitation agricole	100,0	100,0
E. Rémy Martin & Cie ⁽¹⁾	Production	100,0	100,0
Cointreau ⁽¹⁾	Production	100,0	100,0
Alliance Fine Champagne ⁽²⁾	Entité <i>ad hoc</i>	100,0	100,0
Domaine des Hautes Glaces ⁽¹⁾	Production	99,2	99,2
Rémy Cointreau International Marketing Service ⁽¹⁾	Autre	100,0	100,0
Rémy Cointreau Libra	Holding/Finance	100,0	100,0
Storeco ⁽¹⁾	Production	100,0	100,0
Maison J.R. Brillet	Production/Distribution	100,0	100,0
SCE Brillet des Aireaux	Production	100,0	100,0
Champagne de Telmont	Production/Distribution	88,0	90,0
Rémy Cointreau France Distribution	Distribution	100,0	100,0
RC Vela	Holding/Finance	95,0	100,0
Autres pays			
Rémy Cointreau Nederland Holding NV (Pays-Bas)	Holding/Finance	100,0	100,0
Cointreau Holding GmbH (Allemagne)	Holding/Finance	100,0	100,0
S. & E. & A. Metaxa ABE (Grèce)	Production	100,0	100,0
Financière Rémy Cointreau SA (Belgique)	Holding/Finance	100,0	100,0
Rémy Cointreau Belgium (Belgique)	Distribution	100,0	100,0
Rémy Cointreau Europe & MEA SA (Suisse)	Distribution	100,0	100,0
Rémy Cointreau Luxembourg SA (Luxembourg)	Distribution	100,0	100,0
Bruichladdich Distillery Company Ltd (Royaume-Uni)	Production	100,0	100,0
Rémy Cointreau UK Ltd (Royaume-Uni)	Holding/Finance	100,0	100,0
Rémy Cointreau UK Distribution Ltd (Royaume-Uni)	Distribution	100,0	100,0
Rémy Cointreau International Spirits Ltd (Royaume-Uni)	Holding/Finance	100,0	100,0

Sociétés	Activité	% d'intérêt (en capital et en droits de vote)	
		2022	2021
AMÉRIQUES			
États-Unis			
Rémy Cointreau USA Inc	Distribution	100,0	100,0
Rémy Cointreau Amérique Inc	Holding/Finance	100,0	100,0
Rémy Cointreau Travel Retail Americas Inc	Distribution	100,0	100,0
The Westland Distillery Company	Production	100,0	100,0
Barbade			
Mount Gay Distilleries Ltd	Production	95,2	95,2
Mount Gay Holding Ltd	Holding/Finance	100,0	100,0
Autres pays			
Cointreau Do Brazil (licores) Ltda (Brésil)	Autre	100,0	100,0
ASIE/PACIFIQUE/AFRIQUE			
Chine/Hong Kong			
Rémy Cointreau Shanghai Ltd	Distribution	100,0	100,0
E. Rémy Rentouma Trading Ltd	Distribution	100,0	100,0
Shanghai RC Trading Ltd	Distribution	100,0	100,0
Rémy Concord Ltd	Distribution	100,0	100,0
Rémy Pacifique Ltd	Holding/Finance	100,0	100,0
Caves de France	Holding/Finance	100,0	100,0
Shanghai Rémy Cointreau I&E Ltd. (SRCIEL)	Distribution	100,0	0,0
Shanghai Rémy Cointreau Trading Ltd. (SRCTL)	Distribution	100,0	0,0
Autres pays			
Rémy Cointreau Taiwan Pte Ltd (Taiwan)	Distribution	100,0	100,0
Rémy Cointreau Japan KK (Japon)	Distribution	100,0	100,0
Rémy Cointreau International Pte Ltd (Singapour)	Distribution	100,0	100,0
Rémy Cointreau South Africa Pty Ltd (Afrique du sud)	Distribution	100,0	100,0
Rémy Cointreau Malaysia (Malaysia)	Distribution	100,0	100,0
Spirits Platform Pty Ltd (Australie) ⁽³⁾	Distribution	37,0	37,0

(1) Société faisant partie de l'intégration fiscale française.

(2) Entité ad hoc.

(3) Mise en équivalence.